

Statistique Canada

Rapport ministériel sur le rendement

2012-2013





Statistique
Canada

Statistics
Canada

Rapport ministériel sur le rendement 2012-2013

**pour l'exercice
se terminant
le 31 mars 2013**

Ministre de l'Industrie
James Moore

Message du ministre	3
Message du statisticien en chef	5
Section I : Survol de l'organisation	7
Raison d'être et responsabilités	7
Résultat stratégique et Architecture d'alignement des programmes	8
Priorités organisationnelles	10
Analyse des risques	18
Sommaire du rendement.....	21
Profil des dépenses	24
Budget des dépenses par crédit voté.....	25
Évaluation environnementale stratégique.....	25
Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique	27
Résultat stratégique	27
Indicateurs de rendement — Total de l'organisme	29
Programme 1 : Statistique économique.....	31
Sous-programme 1.1 : Système de comptabilité nationale	37
Sous-programme 1.2 : Études analytiques.....	38
Sous-programme 1.3 : Statistique de l'industrie.....	39
Sous-programme 1.4 : Statistique économique.....	40
Sous-programme 1.5 : Statistique de l'agriculture, de la technologie et des transports	41
Programme 2 : Statistique sociale	43
Sous-programme 2.1 : Statistique sociale et institutions	46
Sous-programme 2.2 : Statistique de la santé.....	47
Sous-programme 2.3 : Statistique sociale générale.....	48
Sous-programme 2.4 : Statistique du travail et des ménages.....	49
Sous-programme 2.5 : Analyse socioéconomique.....	50
Programme 3 : Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones...52	
Sous-programme 3.1 : Recensement de l'agriculture	55
Sous-programme 3.2 : Démographie.....	55
Sous-programme 3.3 : Statistique sur les Autochtones.....	56
Sous-programme 3.4 : Recensement de la population	57
Programme 4 : Services internes	59
Section III : Renseignements supplémentaires	61
Principales données financières.....	61
Graphiques des principales données financières	63
États financiers	68
Liste des tableaux de renseignements supplémentaires.....	69
Rapport — Dépenses fiscales et évaluation	70
Section IV : Autres points d'intérêt.....	71
Coordonnées de l'organisme	71
Définitions des indicateurs	72

C'est avec plaisir que je vous présente le rapport sur les principales activités du portefeuille de l'Industrie en 2012-2013.

Durant cette période, le Portefeuille a continué à former et à recruter des chercheurs talentueux de calibre mondial par l'entremise de programmes administrés par les conseils subventionnaires fédéraux. Il a également pris d'importantes mesures pour améliorer les résultats de commercialisation en procédant à la transformation du Conseil national de recherches du Canada en organisme de recherche et de technologie axé sur l'industrie. Cet objectif a également été soutenu par des réinvestissements dans des programmes comme le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté, et le Programme de centres d'excellence en commercialisation et en recherche.



Statistique Canada a continué de veiller à ce que les Canadiens puissent avoir accès aux renseignements importants sur l'économie et la société du Canada. Durant l'exercice 2012-2013, Statistique Canada a publié toutes les données restantes du Recensement de la population et du Recensement de l'agriculture de 2011, préparé les données issues de l'Enquête nationale auprès des ménages, et achevé une révision historique du Système de comptabilité nationale en fonction de la norme de 2008 adoptée à l'échelle internationale. Statistique Canada a également réalisé d'importants progrès en ayant davantage recours aux données administratives afin de réduire le fardeau de réponse des Canadiens et des entreprises.

À compter de maintenant, le portefeuille de l'Industrie continuera à se montrer responsable sur le plan financier, tout en concrétisant les priorités du gouvernement, soit la création d'emplois et la croissance économique. Les membres du Portefeuille continueront à jouer un rôle clé pour encourager la collaboration entre le milieu de la recherche et le secteur privé; renforcer le secteur manufacturier en vue de maintenir et d'attirer au pays des entreprises concurrentielles à l'échelle mondiale; et présenter la réponse du gouvernement à l'Examen des programmes et des politiques de l'aérospatiale et de l'espace en vue de conserver la position de chef de file qu'occupe le Canada dans ces domaines.

C'est avec plaisir que je vous présente le Rapport ministériel sur le rendement de Statistique Canada pour l'exercice 2012-2013.

James Moore
Ministre de l'Industrie

Je suis heureux de vous présenter le *Rapport ministériel sur le rendement 2012-2013* pour Statistique Canada.

L'objectif de Statistique Canada est de fournir des renseignements pertinents, opportuns et de qualité aux Canadiens. Ces renseignements sont nécessaires pour éclairer leurs décisions, comme en témoigne l'énoncé de mission de l'organisme : *Au service du Canada avec des renseignements statistiques de grande qualité qui comptent.*

L'exercice 2012-2013 a été marqué par d'importantes réalisations, dont la diffusion de trois communiqués principaux du Recensement de la population de 2011. En mai 2012, les Canadiens ont appris que pour la première fois, il y avait plus de personnes dans le groupe d'âge de 55 à 64 ans, où les personnes s'apprêtent normalement à quitter la population active, que dans le groupe d'âge de 15 à 24 ans, où les personnes s'apprêtent normalement à y entrer. Selon l'information publiée en septembre, dans les ménages privés, un enfant de 14 ans et moins sur dix vivait au sein d'une famille reconstituée en 2011. Le recensement dénombrait pour la première fois les enfants dans les familles reconstituées et dans les familles d'accueil. Enfin, en octobre, des données ont été publiées sur le profil linguistique changeant du pays. Plus de 200 langues ont été déclarées lors du Recensement de la population de 2011 comme langue parlée à la maison ou langue maternelle.

En 2012-2013, l'organisme a publié des données révisées pour plusieurs indicateurs économiques clés, y compris le produit intérieur brut trimestriel, la productivité du travail et la balance des paiements, ainsi que les comptes économiques provinciaux et territoriaux. Ces révisions des données du Système de comptabilité nationale du Canada s'échelonnent sur plus de 30 ans et respectent les nouvelles normes internationales.

Statistique Canada engage activement le dialogue avec les Canadiens et cherche à connaître leurs points de vue au moyen des outils de collaboration offerts par les médias sociaux. Le Blogue de StatCan informe les Canadiens sur les projets et priorités majeurs et leur donne l'occasion de commenter les articles et de poser des questions. À chaque diffusion des données du recensement, le public discute en ligne des résultats du recensement avec des experts de Statistique Canada par l'entremise des séances de clavardage. Un outil de consultation en ligne comprend une « question du mois » afin d'évaluer la satisfaction à l'égard de nos programmes et services. Enfin, plus de 55 000 utilisateurs continuent de suivre Statistique Canada sur Twitter, tandis que d'autres choisissent de partager du contenu dans les comptes Facebook et YouTube.

L'année passée, Statistique Canada a continué de faire des investissements prioritaires afin d'assurer la continuité et la qualité de ses programmes statistiques. Des projets pluriannuels ont été lancés pour remanier l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes et l'Enquête sur la population active. De plus, la troisième année du projet pour améliorer l'Indice des prix à la consommation a pris fin. Pour la première fois, les poids du panier ont été mis à jour après seulement deux ans au lieu du délai habituel de quatre ans.

Au nom de tous les employés de Statistique Canada, je remercie la population canadienne de son soutien permanent, et je vous invite à visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Wayne R. Smith
Statisticien en chef du Canada

Raison d'être et responsabilités

Statistique Canada a été fondé pour veiller à ce que les Canadiens aient accès à une source fiable de statistiques officielles sur le Canada pour répondre à leurs besoins d'information les plus prioritaires.

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*, laquelle stipule que l'organisme doit recueillir, compiler, analyser et publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de sa population. La *Loi* stipule également que Statistique Canada doit réaliser un recensement de la population et un recensement de l'agriculture tous les cinq ans, et qu'il doit protéger la confidentialité de l'information qui lui est confiée.

Statistique Canada a pour mandat de coordonner et de diriger le système statistique national.

L'accès à une information statistique fiable est un fondement essentiel de toute société démocratique, à la fois pour appuyer la prise de décisions en fonction de données probantes dans les secteurs public et privé et pour éclairer le débat sur les questions de politique publique.

En vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, « le recensement et les statistiques » sont de compétence fédérale. Le Parlement a exercé sa responsabilité pour le recensement et les statistiques essentiellement aux termes de la *Loi sur la statistique*. La *Loi* établit Statistique Canada comme le bureau national de statistique du Canada et en définit le mandat, les pouvoirs et les obligations. Selon la *Loi sur la statistique*, la participation aux enquêtes est obligatoire pour les ménages et les entreprises, malgré que Statistique Canada peut déclarer que la participation à une enquête est volontaire, ce qui survient pour la plupart des enquêtes auprès des ménages. Statistique Canada peut également acquérir des dossiers administratifs pour faciliter son travail. Parallèlement à ces pouvoirs, Statistique Canada est chargé d'assurer la confidentialité des renseignements en sa possession et de restreindre l'usage de ces renseignements à des fins statistiques.

Enfin, pour promouvoir l'efficacité du système statistique national, Statistique Canada a pour mandat de collaborer avec les autres ministères et organismes, ainsi qu'avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, à la création d'un système national cohérent et bien intégré de statistiques qui limite le plus possible le double emploi et le fardeau de réponse pour les ménages et les entreprises.

Statistique Canada a aussi le mandat, en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, de recueillir et de publier de l'information sur les liens de parenté entre les sociétés au Canada, et tout particulièrement sur la propriété étrangère d'entreprises canadiennes. La particularité de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* est qu'elle permet à Statistique Canada de dévoiler de l'information sur la

propriété de sociétés individuelles, ce qui serait interdit en vertu de la *Loi sur la statistique*.

La mise en œuvre d'un grand nombre de lois et de règlements fédéraux et provinciaux exige spécifiquement de l'information venant de Statistique Canada. Parmi les principaux exemples, on peut citer la *Loi sur le Régime de pensions du Canada* (Indice des prix à la consommation); la *Loi sur l'assurance-emploi* (estimations régionales sur l'emploi et le chômage); la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* (nombreuses mesures économiques et démographiques); la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Indice des prix à la consommation); les règlements d'application de la *Loi sur les langues officielles* (données sur les langues officielles du recensement); la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* (recensement).

Le Cadre de gestion organisationnel de Statistique Canada illustre la façon dont l'organisme s'acquitte de ses responsabilités. Pour obtenir plus de détails sur ce cadre et sur les outils qui facilitent la réalisation du résultat stratégique, veuillez consulter les rapports se trouvant à la page <http://www.statcan.gc.ca/about-aperçu/reports2-rapports2-fra.htm>.

Résultat stratégique et Architecture d'alignement des programmes

Statistique Canada fait partie du secteur de résultats Affaires gouvernementales du Cadre pangouvernemental de rendement. Bien que classé dans le domaine des Affaires gouvernementales selon la classification officielle, Statistique Canada contribue à la plupart des résultats du gouvernement fédéral dans les domaines des affaires économiques, sociales, internationales et gouvernementales. Cette contribution est à la fois directe, en ce qu'elle éclaire le débat public et la prise de décisions en dehors du gouvernement fédéral, et indirecte, en ce qu'elle appuie la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques au sein du gouvernement fédéral.

Le résultat stratégique de Statistique Canada, soutenu par un cadre de programmes et de sous-programmes, est défini comme suit.

Résultat stratégique

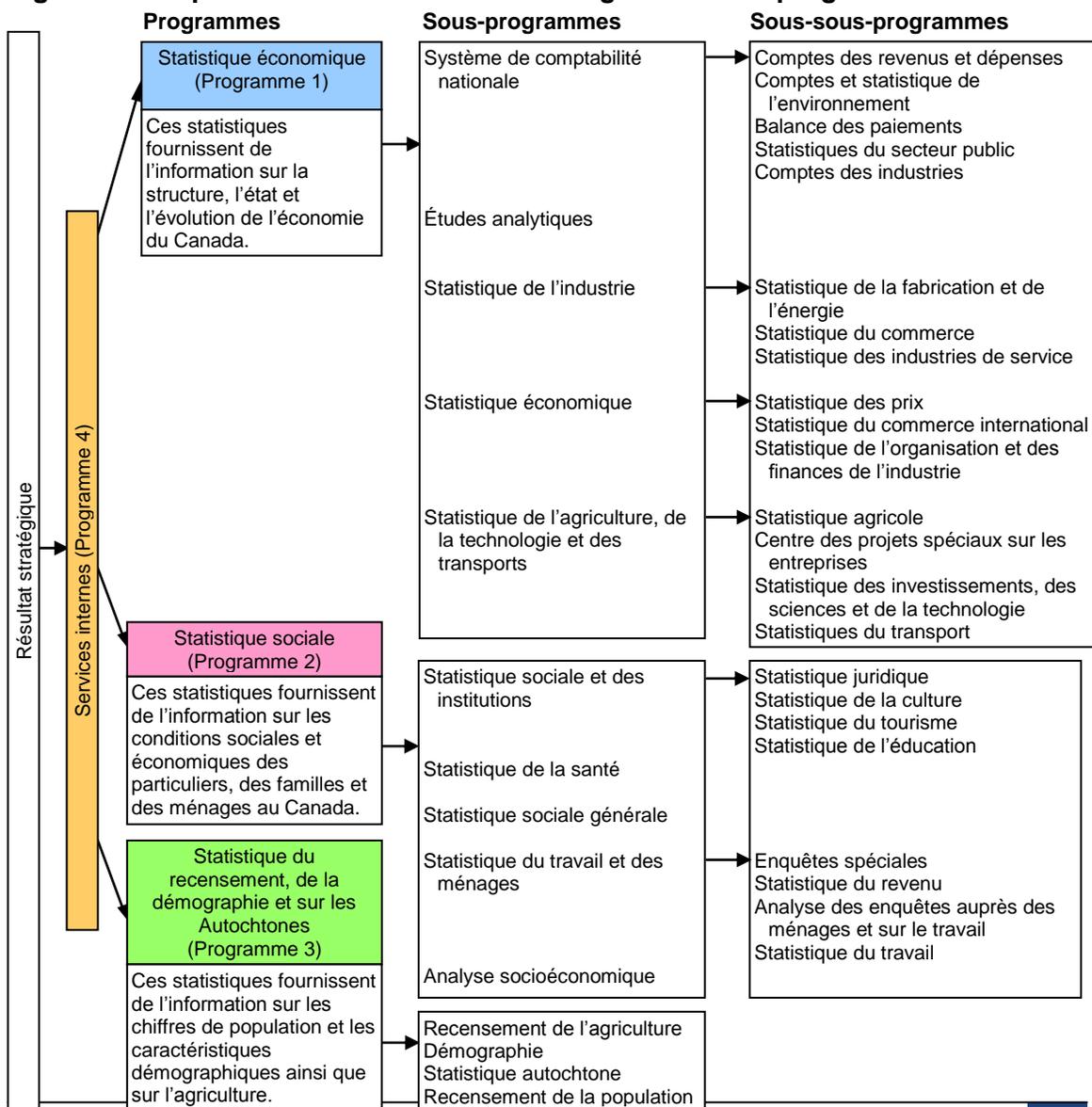
Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, et qui servent à alimenter les débats de fond, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique.

La figure 1 présente l'Architecture d'alignement des programmes de Statistique Canada.

La figure 1 tient également compte de la nouvelle nomenclature de la structure de gestion, des ressources et des résultats, qui est entrée en vigueur en avril 2012 et qui diffère de celle qui avait été utilisée dans le *Rapport sur les plans et les priorités 2012-2013*. Voici un résumé des changements :

- « architecture des activités de programmes » est devenue « Architecture d'alignement des programmes »;
- « activité de programme » est devenue « programme »;
- « sous-activité » est devenue « sous-programme »;
- « sous-sous-activité » est devenue « sous-sous-programme ».

Figure 1 Composantes de l'Architecture d'alignement des programmes



Priorités organisationnelles

Pour soutenir les décisions des Canadiens et de leurs représentants élus, Statistique Canada a continué de souscrire à son engagement de leur donner accès à une source fiable de renseignements. Les principales réalisations de 2012-2013 étaient la diffusion de toutes les données restantes du Recensement de 2011 et la réalisation d'une révision historique du Système de comptabilité nationale, basée sur la norme de 2008 adoptée internationalement. Les données ont également été recueillies pour un nouveau cycle de l'Enquête sur la sécurité financière, qui comprend des mesures à jour de la richesse des ménages. Ces données seront diffusées en 2014.

En outre, Statistique Canada a poursuivi l'examen et le renouvellement de ses structures et processus organisationnels afin d'optimiser la répartition et l'utilisation des ressources.

Le tableau ci-dessous indique les priorités établies dans le *Rapport sur les plans et les priorités 2012-2013* et fournit pour chacune la liste et l'évaluation des activités planifiées.

Ces priorités sont les suivantes :

- produire des statistiques actuelles et exactes en fonction du cadre d'assurance de la qualité de Statistique Canada;
- formuler les options pour le programme du Recensement de la population et le Recensement de l'agriculture de 2016;
- s'adapter pour refléter les changements annoncés dans le Budget de 2012;
- continuer de cerner et de mettre en œuvre l'Architecture opérationnelle du Bureau pour accroître l'efficacité opérationnelle et améliorer la robustesse opérationnelle et la réceptivité;
- lancer la première phase de l'examen approfondi du modèle de diffusion de l'organisme en tenant compte des nouvelles technologies et des principes de l'initiative des données ouvertes du gouvernement du Canada.

Tableau Sommaire des progrès accomplis par rapport aux priorités

<p>Priorité : Produire des statistiques actuelles et exactes en fonction du cadre d'assurance de la qualité de Statistique Canada</p>	<p>Type¹ : Permanente</p>	<p>Résultat(s) stratégique(s) et/ou programme(s) : Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, et qui servent à alimenter les débats de fond, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique. Statistique économique, statistique sociale, statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones.</p>
<p>Livrer des indicateurs économiques actuels et précis : Une des responsabilités fondamentales de Statistique Canada est la production d'un programme exhaustif de statistiques macroéconomiques pour appuyer la politique financière et monétaire. Les statistiques macroéconomiques jouent également un rôle de premier plan dans les paiements de péréquation fédéraux aux provinces et dans l'allocation du revenu de la taxe de vente harmonisée entre les gouvernements fédéral et provinciaux. En 2012-2013, Statistique Canada a réalisé les enquêtes économiques mensuelles et annuelles qui servent à compiler le produit intérieur brut (PIB) et d'autres indicateurs économiques. Les indicateurs économiques concernant notamment les ventes au détail, les importations et exportations internationales, les livraisons manufacturières, ainsi que le PIB, sur une base mensuelle et trimestrielle, ont été publiés dans les deux mois suivant la période de référence. L'organisme a également recueilli, compilé et publié l'Indice des prix à la consommation tous les mois, dans les trois semaines suivant la période de référence.</p> <p>Livrer des programmes permanents de statistique sociale actuels et précis : En 2012-2013, le programme de la statistique sociale a continué de livrer des enquêtes-ménages, comme l'Enquête mensuelle sur la population active, l'Enquête sur les dépenses des ménages, l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, l'Enquête sociale générale ainsi que des données sur les programmes administratifs comme la Banque de données longitudinales sur les immigrants, ce qui a permis d'établir les tendances de l'emploi, du revenu et des dépenses de la famille, en plus de donner lieu à des enquêtes sur l'emploi dans les établissements. Il a également produit des données et des produits analytiques sur des enjeux sociaux importants, y compris l'immigration, l'appartenance ethnique, l'engagement social, les jeunes, les familles, le sexe, les personnes âgées, les Autochtones, le bien-être social, les études, la criminalité, la justice, la santé, les naissances et les décès.</p> <p>Augmenter le soutien pour les principaux besoins et initiatives stratégiques : Avec la coopération des intervenants, Statistique Canada élabore des carnets de route d'information pour répondre aux besoins émergents de données dans des domaines clés de la politique sociale, comme la justice, le marché du travail et la richesse des ménages. Ces carnets de route présentent ce qu'il convient de mettre en œuvre pour aborder les domaines dans lesquels les données sont incomplètes ou fragmentées, et dans lesquels des investissements sont nécessaires pour appuyer les besoins politiques et autres initiatives futures.</p> <p>Diffuser les résultats du programme du Recensement de la population de 2011 : Le Recensement de la population relève les chiffres de population et des logements ainsi que des données démographiques concernant l'âge, le sexe, la situation vis-à-vis de l'union libre et de l'état matrimonial, la</p>		

situation familiale, la première langue apprise à l'enfance, la langue parlée à la maison et la connaissance des langues officielles. De nombreuses questions qui faisaient habituellement partie du Recensement de la population à participation obligatoire ont été posées sur une base volontaire dans le cadre de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011. L'ENM a été menée en même temps que le Recensement de la population, et les deux opérations ont utilisé le même personnel et la même infrastructure pour réduire les coûts. En 2012-2013, l'organisme a publié le reste des résultats du Recensement de la population de 2011 en mai, en septembre et en octobre 2012, tout en continuant ses études de la qualité des données et en terminant l'évaluation des leçons apprises. Les résultats de l'ENM seront publiés pendant l'exercice de 2013-2014.

Diffuser les résultats du Recensement de l'agriculture de 2011 : Le Recensement de l'agriculture permet d'établir un portrait statistique des exploitations canadiennes et de leurs exploitants. Les données dressent un portrait complet des principaux produits de l'industrie agricole, des finances des exploitations, de l'utilisation de la technologie ainsi que de nouvelles espèces de culture et de bétail ou de celles moins fréquentes. Le Recensement de l'agriculture a été mené en même temps que le Recensement de la population, et les deux opérations ont utilisé le même personnel et la même infrastructure pour réduire les coûts. En 2012-2013, Statistique Canada terminée la diffusion du reste des données du Recensement de l'agriculture de 2011. Il s'agissait notamment de rendre accessibles certains résultats des recensements de l'agriculture, jusqu'à 2011 inclusivement, sur le Portail de données ouvertes du gouvernement du Canada. Statistique Canada a également effectué une évaluation des leçons apprises. Certains produits analytiques supplémentaires, ainsi que les résultats du couplage du Recensement de l'agriculture et de l'ENM, seront publiés en 2013-2014.

Renouveler le Système de comptabilité nationale : À l'automne 2012, Statistique Canada a procédé avec succès à une révision historique du Système de comptabilité nationale du Canada, qui comprenait la mise en œuvre de nouvelles normes internationales pour l'élaboration de ces comptes. Le Canada était le deuxième pays, après l'Australie, à adopter les nouvelles normes internationales. D'autres pays, dont les États-Unis et les membres de l'Union européenne, emboîteront le pas sous peu.

Améliorer l'Indice des prix à la consommation afin de mieux répondre aux besoins des ménages, des entreprises et du secteur public : Statistique Canada a terminé la troisième année d'un programme pluriannuel visant à continuer d'améliorer l'exactitude de l'Indice des prix à la consommation, la mesure de l'inflation la plus connue du Canada. Le panier de l'Indice est actuellement corrigé et mis à jour plus souvent afin de mieux tenir compte des variations des habitudes de dépenses des consommateurs. L'Indice des prix à la consommation, en plus d'être un indicateur clé aux fins de la politique monétaire, sert à l'ajustement de l'inflation pour de très nombreux secteurs, qu'il s'agisse des prestations de retraite et d'assurance-emploi, des tranches d'imposition, des salaires ou des pensions alimentaires.

Se préparer à l'Enquête sur la sécurité financière de 2012 : La détermination du bien-être économique des ménages exige une mesure opportune du revenu et de la richesse. La répartition de la richesse est un facteur de plus en plus important à mesure que la population vieillit. Statistique Canada mesure le revenu annuellement, mais la richesse a été mesurée plus sporadiquement. En réponse à une forte demande, l'organisme a financé un nouveau cycle de l'Enquête sur la sécurité financière, menée en 2012. Les données seront diffusées au début de 2014.

Élaborer un cadre pour les statistiques de l'environnement et améliorer les mesures de la consommation énergétique des ménages : Pour élaborer son Programme de la statistique de l'environnement, l'organisme a élaboré un cadre conceptuel pour le programme à la suite de consultations avec les intervenants et les utilisateurs de données. Ce cadre sera validé et mis au point en 2013-2014. Une fois terminé, le cadre aidera à cerner et à prioriser les lacunes dans les statistiques sur l'environnement. Cette priorisation guidera les efforts de développement de Statistique Canada dans ce domaine.

1. Le type se définit comme suit : « priorité déjà établie » signifie que la priorité a été établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé par le rapport; « priorité permanente » signifie que la priorité a été établie au moins trois exercices précédant l'exercice visé par le rapport et « priorité nouvelle » signifie que la priorité a été établie au cours de l'exercice visé par le *Rapport ministériel sur le rendement*.

<p>Priorité : Formuler les options pour le programme du Recensement de la population et le Recensement de l'agriculture de 2016</p>	<p>Type¹ : Permanente</p>	<p>Résultat(s) stratégique(s) et/ou programme(s) : Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, et qui servent à alimenter les débats de fond, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique. Statistique économique, statistique sociale, statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones.</p>
<p>Continuer d'évaluer les méthodologies pour les recensements de 2016 : En 2012-2013, Statistique Canada a terminé un examen et une évaluation exhaustive des autres modèles actuellement utilisés ou en voie d'élaboration ailleurs dans le monde pour la tenue des recensements de la population et de l'agriculture. Le rapport final sur l'examen du Recensement de la population a été publié sur le site Web de Statistique Canada en août 2012. Statistique Canada a déterminé les modèles viables au Canada et élaborera des options pour les recensements de 2016 en vue d'un examen du gouvernement. Des consultations auprès des utilisateurs de données et des intervenants sur les options de contenu du questionnaire ont été effectuées en 2012 pour le Recensement de la population et en 2013-2014 pour le Recensement de l'agriculture.</p>		
<p>Formuler des recommandations sur l'utilisation des données de l'impôt sur le revenu pour les prochains recensements de l'agriculture : L'organisme a intégré un test au Recensement de l'agriculture de 2011 afin de déterminer si les données fiscales pourraient être utilisées pour éviter d'avoir à poser les questions sur les dépenses dans le cadre de ce recensement. Les résultats ont confirmé que cette approche peut être utilisée pour le Recensement de l'agriculture de 2016. L'organisme a également examiné la possibilité d'utiliser des technologies comme la télédétection pour améliorer la qualité et l'efficacité du Recensement de l'agriculture et du Programme de la statistique agricole.</p>		

1. Le type se définit comme suit : « priorité déjà établie » signifie que la priorité a été établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé par le rapport; « priorité permanente » signifie que la priorité a été établie au moins trois exercices précédant l'exercice visé par le rapport et « priorité nouvelle » signifie que la priorité a été établie au cours de l'exercice visé par le *Rapport ministériel sur le rendement*.

<p>Priorité : S'adapter pour refléter les changements annoncés dans le Budget de 2012</p>	<p>Type¹ : Nouvelle</p>	<p>Résultat(s) stratégique(s) et/ou programme(s) : Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, et qui servent à alimenter les débats de fond, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique. Statistique économique, statistique sociale, statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones.</p>
<p>Harmoniser la capacité en ressources humaines avec les résultats à court et à moyen terme : Le Plan d'entreprise de Statistique Canada 2012-2013 à 2014-2015 indique les priorités opérationnelles en constante évolution dans le contexte du plan d'investissement ministériel. Le plan triennal des ressources humaines (2012-2013 à 2014-2015) harmonise les buts et les objectifs en matière de ressources humaines avec les priorités de Statistique Canada, du gouvernement du Canada et du renouvellement de la fonction publique. En 2012-2013, Statistique Canada a mis en œuvre le nouveau Cadre de gestion de la main-d'œuvre pour diriger les activités requises dans le cadre du réaménagement des effectifs et a fourni du soutien aux employés excédentaires. L'organisme a également établi un partenariat avec Santé Canada et l'Agence de la santé publique du Canada afin de mettre à l'essai la prestation concertée des services de résolution informelle des conflits.</p>		
<p>Harmoniser la capacité en ressources humaines avec la stratégie d'investissement à long terme : Le Plan d'entreprise de Statistique Canada 2012-2013 à 2014-2015 indique les besoins en constante évolution des priorités opérationnelles dans le contexte du plan d'investissement ministériel. L'organisme se prépare à harmoniser les buts et les objectifs en matière de ressources humaines aux priorités de Statistique Canada, du gouvernement du Canada et du renouvellement de la fonction publique. En 2012-2013, Statistique Canada a mis en œuvre le plan triennal des ressources humaines (2012-2013 à 2014-2015), y compris le nouveau Cadre de gestion de la main-d'œuvre.</p>		
<p>Transférer les ressources de TI et de soutien interne de Statistique Canada à Services partagés Canada : En août 2011, Services partagés Canada a été mis sur pied avec pour mandat de rationaliser les services de TI du gouvernement et d'en réduire le double emploi. Depuis novembre 2011, Services partagés Canada fournit tous les services de courriel, de réseau, de télécommunications et de centre de données à Statistique Canada. Un protocole de fonctionnement assure la continuité des opérations pour ces services. En 2012-2013, la structure de gouvernance nécessaire a été mise en place pour Services partagés Canada et Statistique Canada. Les nouvelles initiatives, décisions stratégiques ou engagements à long terme au sujet des services que fournit Services partagés Canada à Statistique Canada doivent être planifiés et négociés avec eux. Par exemple, Statistique Canada a négocié la nécessité d'une représentation permanente des ressources clés de Services partagés Canada pendant les étapes de la planification et de l'élaboration du programme du Recensement de 2016. Statistique Canada a également négocié une entente pour que Services partagés Canada fournisse des ressources spécialisées, à compter de 2013-2014, pour élaborer un carnet de route pour la transition à un réseau consolidé et sécurisé à Statistique Canada. Aujourd'hui, l'environnement de travail par défaut pour les 5 500 employés à Ottawa et dans les régions est un réseau fermé, qui compliquera l'adoption de solutions</p>		

Section I : Survol de l'organisation

gouvernementales communes comme le courriel du gouvernement du Canada.

Collaborer avec d'autres ministères et organismes et le Secrétariat du Conseil du Trésor pour examiner la migration à des outils et processus communs : Statistique Canada continue de rationaliser ses processus opérationnels d'une manière globale afin de livrer ses programmes de la façon la plus efficace et efficiente possible. L'organisme est en train d'analyser les procédures et les exigences opérationnelles afin d'établir un calendrier pour l'adoption par Statistique Canada de systèmes et de processus communs. En 2012-2013, Statistique Canada a collaboré avec d'autres ministères et organismes et le Secrétariat du Conseil du Trésor en vue d'obtenir plus d'information sur la fonctionnalité de SAP, de PeopleSoft et de GCDOCS ainsi que d'évaluer le calendrier et le carnet de route pour la migration de ces outils communs. La mise en correspondance préliminaire de l'organisme avec les processus opérationnels communs des ressources humaines a été effectuée, et des recommandations pour combler les lacunes et saisir les possibilités ont été formulées. On a également commencé la mise en œuvre d'un nouveau modèle de prestation de services généraux qui met à profit la technologie et qui simplifie les processus administratifs à l'étendue de l'organisme.

1. Le type se définit comme suit : « priorité déjà établie » signifie que la priorité a été établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé par le rapport; « priorité permanente » signifie que la priorité a été établie au moins trois exercices précédant l'exercice visé par le rapport et « priorité nouvelle » signifie que la priorité a été établie au cours de l'exercice visé par le *Rapport ministériel sur le rendement*.

<p>Priorité : Faire les investissements les plus prioritaires nécessaires pour assurer la continuité et maintenir la qualité du programme statistique existant, y compris le soutien de l'infrastructure</p> <p>Continuer de définir et de mettre en œuvre l'Architecture opérationnelle du Bureau pour accroître l'efficacité opérationnelle et améliorer la robustesse et la capacité d'intervention opérationnelles</p>	<p>Type¹ : Permanente</p>	<p>Résultat(s) stratégique(s) et/ou programme(s) : Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, et qui servent à alimenter les débats de fond, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique. Statistique économique, statistique sociale, statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones.</p>
<p>Tenir à jour le plan pluriannuel d'immobilisations afin d'assurer l'efficacité, la continuité et la qualité de tous les programmes statistiques et de soutien : Le Processus intégré de planification stratégique de Statistique Canada vise l'élaboration d'un Plan décennal d'investissement dans le maintien de la continuité et de la qualité (PIMCQ). Ce plan oriente la gestion des ressources humaines, informatiques et autres de l'organisme et fournit aux gestionnaires un cadre et des outils permettant d'améliorer la planification, la mise en œuvre, la production de rapports et l'évaluation des projets. En 2012-2013, Statistique Canada a mis à jour le PIMCQ décennal en s'attardant principalement aux investissements nécessaires pour atténuer les risques opérationnels et stratégiques et pour maintenir la qualité. Des projets visant à améliorer la robustesse, la réceptivité et l'efficacité des opérations ont été mis en œuvre et continuellement surveillés.</p> <p>Mettre en œuvre le Cadre de gestion de projets de l'organisme dans l'ensemble de l'organisation : En 2012-2013, l'organisme a continué de mettre en œuvre les outils et les processus du Cadre de gestion de projets de l'organisme pour les projets dans l'ensemble de l'organisation. On a fourni aux gestionnaires</p>		

le cadre, les outils et la formation nécessaires pour améliorer la planification, la mise en œuvre, la production de rapports et l'évaluation de projets. Des processus normalisés pour assurer la production efficace de rapports dans l'ensemble de l'organisme sur l'état d'avancement des projets ont été mis en œuvre, ainsi qu'une analyse élargie des risques, afin d'inclure des indicateurs précoces des difficultés, des interdépendances et des stratégies d'atténuation associées aux projets.

Harmoniser le processus d'évaluation des programmes aux politiques et aux directives du Conseil du Trésor : Statistique Canada s'engage à mettre en œuvre la Politique sur l'évaluation et à renforcer les stratégies de mesure de rendement de l'organisme. La fonction d'évaluation neutre à Statistique Canada relève maintenant directement du statisticien en chef. En 2012-2013, Statistique Canada a renforcé sa structure de gouvernance de l'évaluation, recruté des évaluateurs qualifiés, professionnalisé la fonction d'évaluation et livré un plan d'évaluation axé sur les risques.

Renforcer le cadre de gestion d'information d'entreprise : La gestion de l'information fait partie intégrante du résultat stratégique du bureau de statistique national, c'est-à-dire donner aux Canadiens un accès à une source fiable d'information. En 2012-2013, Statistique Canada a surveillé la mise en œuvre de la Directive sur la gestion des fichiers de microdonnées statistiques, commencé la mise en œuvre de la Directive sur la gestion des statistiques agrégées et amorcé les préparatifs en vue de la mise en œuvre de GCDOCS pour remplacer le Centre de gestion des documents de l'organisme à plus long terme.

1. Le type se définit comme suit : « priorité déjà établie » signifie que la priorité a été établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé par le rapport; « priorité permanente » signifie que la priorité a été établie au moins trois exercices précédant l'exercice visé par le rapport et « priorité nouvelle » signifie que la priorité a été établie au cours de l'exercice visé par le *Rapport ministériel sur le rendement*.

<p>Priorité : Lancer la première phase de l'examen approfondi du modèle de diffusion de l'organisme en tenant compte des technologies en constante évolution et des principes de l'initiative des données ouvertes du gouvernement du Canada.</p>	<p>Type¹ : Nouvelle</p>	<p>Résultat(s) stratégique(s) et/ou programme(s) : Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, et qui servent à alimenter les débats de fond, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique. Statistique économique, statistique sociale, statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones.</p>
<p>Élaborer un plan détaillé pour la mise en œuvre du nouveau modèle de diffusion : L'année 2012-2013 était la première année du nouveau projet triennal du modèle de diffusion. De vastes consultations auprès des utilisateurs ont été effectuées, et un plan a été élaboré pour réformer le modèle de diffusion actuel de Statistique Canada. Une vision de haut niveau et un plan architectural détaillé ont été élaborés pour offrir une structure et des stratégies de navigation améliorées du site Web, une gamme de produits simplifiée et plus cohérente, des données libre-service facilement accessibles et téléchargeables, ainsi qu'une nouvelle base de données de sortie unique alimentant les tableaux de données produits de façon dynamique. Le nouveau modèle reposera sur un nouveau cadre de métadonnées de sortie. Une fois ce projet terminé, les produits statistiques respecteront les principes des données ouvertes, et on accèdera aisément au Portail de données ouvertes du gouvernement fédéral, de manière à ce que toutes les données de Statistique Canada soient repérables par cette voie. En 2013-2014, Statistique Canada entreprendra le développement et les essais itératifs des systèmes liés à la mise en œuvre du nouveau modèle de diffusion.</p>		
<p>Collaboration en ligne avec les Canadiens : Statistique Canada collabore avec les Canadiens et</p>		

recueille leurs commentaires au moyen des outils de collaboration offerts par les médias sociaux. En 2012-2013, l'organisme s'est appuyé sur sa réussite avec Twitter et Facebook pour accroître le dialogue avec le public. Le Blogue de StatCan a été lancé en janvier 2013 pour informer les Canadiens sur les grands projets et les principales priorités et pour leur donner l'occasion de formuler des commentaires et de poser des questions. Lors de la diffusion de chaque communiqué du Recensement de la population de 2011, le public a participé à des séances de clavardage en ligne avec des experts de Statistique Canada pour discuter des résultats du programme du Recensement de la population de 2011. L'organisme continue d'informer quotidiennement les Canadiens de l'état de l'économie et de la société en publiant des microbillets qui joignent plus de 55 000 abonnés sur Twitter, en partageant de l'information sur Facebook et en affichant des vidéos sur YouTube. Ces outils complètent et appuient le programme éprouvé de diffusion officielle de Statistique Canada.

1. Le type se définit comme suit : « priorité déjà établie » signifie que la priorité a été établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé par le rapport, « priorité permanente » signifie que la priorité a été établie au moins trois exercices précédant l'exercice visé par le rapport et « priorité nouvelle » signifie que la priorité a été établie au cours de l'exercice visé par le *Rapport ministériel sur le rendement*.

Analyse des risques

Le Profil de risque organisationnel de 2012-2013 à 2013-2014 décrivait six risques organisationnels; les trois principaux risques sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Risque	Stratégie de réponse au risque	Lien à l'Architecture d'alignement des programmes (AAP)	Lien aux priorités organisationnelles
<p>Difficultés de plus en plus grandes à joindre les répondants</p>	<p>La difficulté grandissante de recueillir les données des répondants menace constamment la qualité des statistiques sociales. Ce risque a été cerné dans le <i>Rapport sur les plans et les priorités 2012-2013</i>. Quelques stratégies d'atténuation sont indiquées dans le Profil de risque organisationnel de l'organisme de 2012-2013 à 2013-2014, y compris la surveillance étroite des taux de réponse et l'évaluation des biais potentiels dans les résultats des enquêtes; l'examen de l'utilisation possible de sources de données administratives, en gardant à l'esprit les préoccupations relatives à la protection des renseignements personnels à mesure que ces sources sont davantage exploitées; et la poursuite de l'innovation pour répondre aux besoins des répondants, y compris l'augmentation de l'utilisation des méthodes de collecte multimodale de données, comme les questionnaires électroniques et les appareils mobiles. Les mesures prises en 2012-2013 pour faire avancer ces stratégies comprennent la recherche continue sur les processus et la mise à l'essai de ces derniers afin de maximiser les taux de réponse, la prise en compte des coûts et des contraintes opérationnelles relatives au meilleur moment d'appeler, la priorisation des cas et de la conception d'enquêtes répondant aux besoins; l'établissement des priorités dans le cadre d'une approche intégrée pour élargir l'utilisation des données administratives; l'analyse des résultats de l'essai pilote du questionnaire électronique de l'Enquête sociale générale; et la réalisation d'un essai pilote du</p>	<p>Tous les programmes sont touchés</p>	<p>Produire des programmes statistiques actuels et exacts en fonction du cadre d'assurance de la qualité de Statistique Canada</p>

Section I : Survol de l'organisation

	questionnaire électronique de l'Enquête sur la population active.		
--	---	--	--

Risque pour la réputation concernant les renseignements du répondant	Toute diffusion d'information confidentielle, ou toute atteinte à la sécurité réelle ou perçue de l'infrastructure informatique et des processus opérationnels connexes de Statistique Canada, présente un risque d'atteinte à la réputation, à la crédibilité, à l'image et à la confiance du public. Ce risque a été cerné dans le <i>Rapport sur les plans et les priorités 2012-2013</i> . Les stratégies d'atténuation indiquées dans le Profil de risque organisationnel de l'organisme de 2012-2013 à 2013-2014 comprennent des politiques, des pratiques et des procédures à jour en matière de sécurité informatique; l'établissement d'ententes sur les niveaux de service (ENS); et la prise de mesures pour veiller à ce que les employés de Statistique Canada soient formés et conscients des questions relatives à la sécurité des renseignements classifiés et désignés. Les mesures prises en 2012-2013 à l'égard de ces stratégies comprennent l'examen et la mise à jour de la Politique sur la sécurité informatique pour respecter les lignes directrices de la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor, et pour tenir compte du transfert du personnel et des services de l'infrastructure informatique; la prise de mesures pour veiller à ce que des ENS soient en place et surveillées régulièrement; et l'élaboration et la mise en œuvre d'outils qui aident le personnel à comprendre ses obligations en matière de sécurité des renseignements classifiés et désignés.	Tous les programmes sont touchés	Produire des programmes statistiques actuels et exacts en fonction du cadre d'assurance de la qualité de Statistique Canada
--	---	----------------------------------	---

Risque pour la réputation en matière de communication de la qualité des données	Plusieurs stratégies d'atténuation sont mentionnées dans le Profil de risque organisationnel de 2012-2013 à 2013-2014, comme la communication proactive et transparente des résultats et de la qualité des données connexe du recensement et de l'ENM; la prise de mesures pour veiller à ce qu'une distinction soit faite entre les deux ensembles de données pour éviter la confusion des utilisateurs; la prise de mesures pour faire en sorte que des processus et des systèmes robustes pour la vérification, l'imputation et l'estimation	Tous les programmes sont touchés	Produire des programmes statistiques actuels et exacts en fonction du cadre d'assurance de la qualité de Statistique Canada
---	---	----------------------------------	---

	<p>soient en place et mis à l'essai et que, dans la mesure du possible, les risques associés au biais de non-réponse potentiel soient réglés et intégrés pour respecter le calendrier de diffusion des résultats de l'ENM. Parmi les mesures prises en 2012-2013 pour faire avancer ces stratégies, mentionnons l'élaboration de plans pour que les décisions visant à supprimer des données d'une diffusion proactive, pour des motifs de qualité, cadrent avec la pratique établie de l'organisme, et la prise de mesures pour veiller à ce que les communications sur les problèmes de qualité des données de l'ENM soient exhaustives, franches et objectives. Ce risque n'a pas été cerné dans le <i>Rapport sur les plans et les priorités 2012-2013</i>.</p>		
--	---	--	--

La confiance et l'assurance en la qualité et l'objectivité des résultats de Statistique Canada est un pilier fondamental de l'organisation. Un enjeu considérable est que des progrès technologiques ont fait en sorte qu'il est désormais plus difficile de joindre les gens. L'affichage du numéro et le filtrage des appels réduisent la capacité de l'organisme d'obtenir d'un répondant qu'il réponde au téléphone. D'ailleurs, de plus en plus de ménages ont seulement des téléphones cellulaires ou se servent de téléphones Internet. Tous ces progrès viennent accentuer la difficulté liée au maintien d'échantillons représentatifs et de taux de réponse élevés. Comme il est décrit dans le tableau d'analyse des risques, l'organisme a entrepris un nombre d'étapes pour tenir compte de ce risque.

Une autre préoccupation est celle de la diffusion de renseignements confidentiels, ou d'infractions réelles ou perçues de l'infrastructure informatique de Statistique Canada et de ses processus opérationnels connexes, qui pose le risque de la perte de réputation, de crédibilité, d'image et de confiance du public. Le défi est d'assurer que les exigences en constante évolution de Statistique Canada pour le soutien informatique sont respectées. Comme il est décrit dans le tableau d'analyse des risques, l'organisme a entrepris un nombre d'étapes pour tenir compte de ce risque.

Le modèle de gestion intégrée des risques de Statistique Canada brosse le tableau des risques à l'échelle de l'organisme grâce à la tenue à jour d'un registre détaillé des risques et à une analyse du Profil de risque organisationnel axé sur les risques opérationnels et stratégiques que court l'organisme. Statistique Canada a continué d'améliorer sa mise en œuvre de la gestion du risque intégré tout au long de 2012-2013 et s'engage à continuer de surveiller les risques et d'en faire des comptes rendus à l'avenir.

Sommaire du rendement

Le programme statistique de Statistique Canada compte deux sources de financement, à savoir les crédits parlementaires directs et les activités menées en recouvrement des coûts. Ces dernières années, les revenus « disponibles » d'activités menées en recouvrement des coûts représentaient généralement plus de 100 millions de dollars du total des ressources de l'organisme par année. Une part importante de ces revenus disponibles proviennent de ministères fédéraux et servent à financer des projets statistiques particuliers.

Tableau Ressources financières — Total de l'organisme (en milliers de dollars)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2012-2013	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (pouvant être utilisées) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013	Écart (entre dépenses prévues et dépenses réelles)
454 681	454 681	552 113	519 891	(65 210)

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et dans un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres. Les montants des dépenses sont nets des revenus disponibles.

Pour plus d'information sur la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles, voir le texte à la fin des Tableaux sommaires sur le rendement.

Tableau Ressources humaines (équivalent temps plein)

Prévus 2012-2013	Réels 2012-2013	Écart 2012-2013
5 452	4 723	729

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et dans un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres. Les montants des dépenses sont nets des revenus disponibles.

Pour plus d'information sur l'écart entre les équivalents temps plein prévus et réels, voir le texte à la fin des Tableaux sommaires sur le rendement.

Sont inclus dans les équivalents temps plein (ETP) prévus totaux environ 300 fonctionnaires ETP travaillant à l'étendue du Canada, à l'extérieur de la région de la capitale nationale. Sont exclus environ 1 800 intervieweurs à l'extérieur de la région de la capitale nationale. Ces intervieweurs sont des travailleurs à temps partiel dont les semaines de travail varient selon le volume de travail de collecte disponible; ils sont recrutés en vertu de la *Loi sur la statistique* sous l'autorité du ministre de l'Industrie. Les

Section I : Survol de l'organisation

intervieweurs sont couverts par deux conventions collectives distinctes et sont employés par l'intermédiaire des Opérations des enquêtes statistiques. De nombreux produits principaux de Statistique Canada dépendent grandement de la collecte et de l'analyse des données, ainsi que de l'administration de ces activités, qui se déroule dans les régions.

Tableau sommaire sur le rendement pour les résultats stratégiques et les programmes (en milliers de dollars)

Programme	Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses 2012-2013)	Dépenses prévues			Autorisations totales (pouvant être utilisées) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées)			Concordance avec les résultats du gouvernement du Canada
		2012-2013	2013-2014	2014-2015		2012-2013	2011-2012	2010-2011	
Statistique économique	174 020	174 020	Note	Note	208 759	195 580	184 679	181 796	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens.
Statistique sociale	119 365	119 365	Note	Note	159 091	155 831	125 388	132 150	
Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones	66 796	66 796	Note	Note	69 895	62 233	340 205	169 313	
Total partiel	360 181	360 181	<i>Note</i>	<i>Note</i>	437 745	413 644	650 272	483 259	

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et dans un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres. Les montants indiqués sont nets des revenus disponibles.

Nota : Voir le *Rapport sur les plans et les priorités 2013-2014* pour les dépenses prévues par programme de 2013-2014 et de 2014-2015 en fonction de la nouvelle Architecture d'alignement des programmes de 2013-2014.

Tableau sommaire sur le rendement pour les services internes (en milliers de dollars)

Services internes	Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses 2012-2013)	Dépenses prévues			Autorisations totales (pouvant être utilisées) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées)		
		2012-2013	2013-2014	2014-2015		2012-2013	2011-2012	2010-2011
	94 500	94 500	Note	Note	114 368	106 247	93 840	91 950
Total partiel	94 500	94 500	<i>Note</i>	<i>Note</i>	114 368	106 247	93 840	91 950

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et dans un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres. Les montants indiqués sont nets des revenus disponibles.

Nota : Voir le *Rapport sur les plans et les priorités 2013-2014* pour les dépenses prévues par programme de 2013-2014 et de 2014-2015 en fonction de la nouvelle Architecture d'alignement des programmes de 2013-2014.

Tableau sommaire récapitulatif sur le rendement (en milliers de dollars)

Résultat stratégique et services internes	Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses 2012-2013)	Dépenses prévues			Autorisations totales (pouvant être utilisées) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées)		
		2012-2013	2013-2014 <i>Note</i>	2014-2015 <i>Note</i>		2012-2013	2011-2012	2010-2011
	454 681	454 681	410 191	404 060	552 113	519 891	744 112	575 209
Total	454 681	454 681	410 191	404 060	552 113	519 891	744 112	575 209

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et dans un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres. Les montants indiqués sont nets des revenus disponibles.

Nota : Ce montant représente les dépenses totales prévues telles qu'elles sont indiquées dans le *Rapport sur les plans et les priorités 2013-2014*.

La différence entre les dépenses réelles et les dépenses prévues en 2012-2013 est principalement attribuable au paiement d'indemnités de départ pour les conventions collectives, aux dépenses relatives au régime d'avantages sociaux des employés et aux coûts du réaménagement des effectifs.

La différence entre les ressources humaines réelles et prévues (ETP) en 2012-2013 est principalement attribuable au réaménagement des effectifs et aux hypothèses de planification, ainsi qu'à l'effectif.

La réduction des dépenses réelles de 2011-2012 à 2012-2013 découle de la diminution des niveaux de référence pour le programme du Recensement de 2011, dont les activités diminuent progressivement, et de l'incidence du Budget de 2012. Ces réductions sont neutralisées en partie par la liquidation des indemnités de départ dans le cadre de la signature de conventions collectives et le paiement des coûts du réaménagement des effectifs.

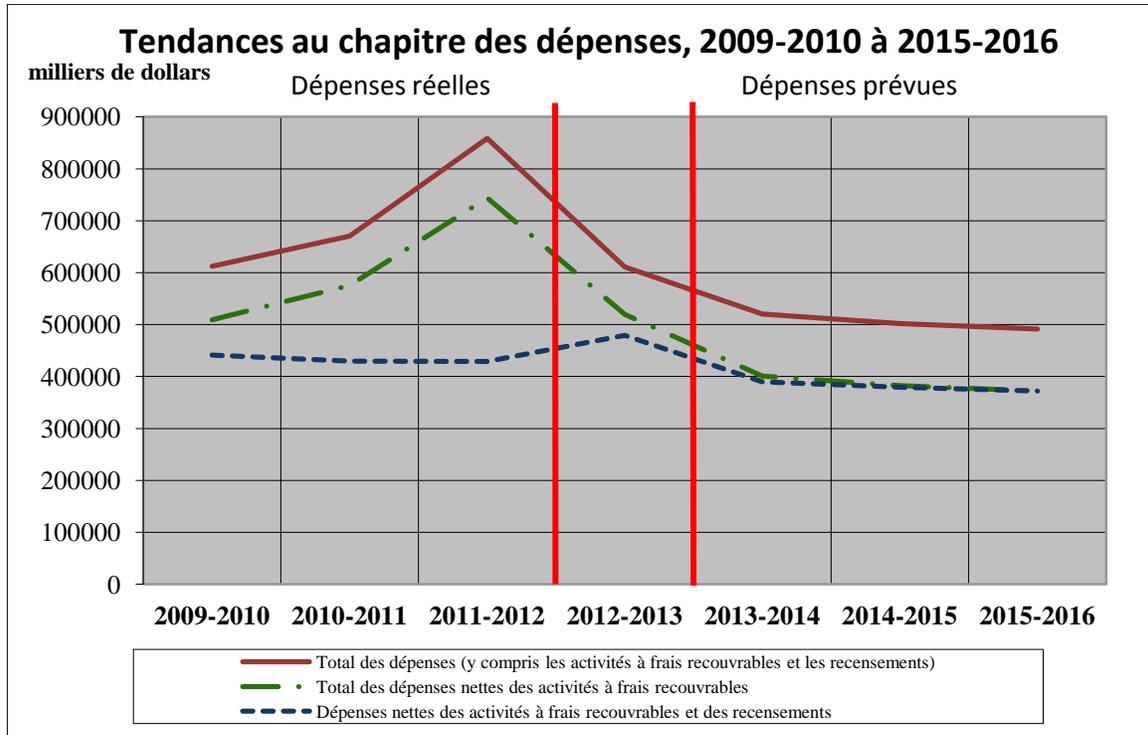
Des renseignements supplémentaires se trouvent à la section III — Renseignements supplémentaires.

Profil des dépenses

Tendances des dépenses de l'organisme

La figure 2 montre la tendance sur sept ans des dépenses totales de Statistique Canada, ainsi que de ses dépenses nettes des revenus disponibles.

Figure 2 Tendances au chapitre des dépenses, 2009-2010 à 2015-2016



Nota : En fonction du financement approuvé du budget principal des dépenses. Les dépenses totales comprennent les revenus disponibles de recouvrement des coûts. Les dépenses nettes sont égales aux dépenses totales moins les dépenses liées aux programmes à recouvrement des coûts.

Comme l'indique la figure 2, les dépenses totales et nettes augmentent en 2010-2011; atteignent un sommet en 2011-2012 au moment où le Recensement de la population de 2011, l'ENM et le Recensement de l'agriculture de 2011 sont réalisés; et diminuent de façon marquée en 2012-2013, année où ces activités commencent à prendre fin progressivement. Cette tendance est typique pour l'organisme, en raison du cycle du programme du Recensement. La figure 2 montre également que les dépenses, nettes du recouvrement des coûts et des recensements, diminuent considérablement au cours de la période de sept ans. La hausse des dépenses, nettes du recouvrement des coûts et des recensements en 2012-2013, est principalement attribuable au paiement des indemnités

de départ pour les conventions collectives, ainsi qu'aux coûts du réaménagement des effectifs.

Budget des dépenses par crédit voté

Pour plus de renseignements sur les crédits organisationnels et les dépenses législatives de Statistique Canada, veuillez consulter les Comptes publics du Canada 2013 (volume II). Une version électronique des Comptes publics de 2013 est disponible sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html>.

Évaluation environnementale stratégique

Statistique Canada se conforme à la Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes en tenant compte des répercussions possibles sur l'environnement durant l'élaboration de propositions de politiques, de plans et de programmes.

Résultat stratégique

Tous les programmes et les sous-programmes de Statistique Canada sont entrepris pour appuyer le résultat stratégique suivant :

Résultat stratégique

Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, et qui servent à alimenter les débats de fond, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique.

Ces programmes et sous-programmes, qui englobent l'Architecture d'alignement des programmes au dossier pour 2012-2013, sont les suivants :

Programme 1 : Statistique économique

Sous-programme 1.1 : Système de comptabilité nationale

Sous-programme 1.2 : Études analytiques

Sous-programme 1.3 : Statistique de l'industrie

Sous-programme 1.4 : Statistique économique

Sous-programme 1.5 : Statistique de l'agriculture, de la technologie et des transports

Programme 2 : Statistiques sociales

Sous-programme 2.1 : Statistique sociale et institutions

Sous-programme 2.2 : Statistique de la santé

Sous-programme 2.3 : Statistique sociale générale

Sous-programme 2.4 : Statistique du travail et des ménages

Sous-programme 2.5 : Analyse socioéconomique

Programme 3 : Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones

Sous-programme 3.1 : Recensement de l'agriculture

Sous-programme 3.2 : Démographie

Sous-programme 3.3 : Statistique sur les Autochtones

Sous-programme 3.4 : Recensement de la population

Programme 4 : Services internes

Note sur la présentation du sous-programme de l'information : L'information présentée dans le *Rapport ministériel de rendement 2012-2013* est cohérente avec celle de l'Architecture d'alignement des programmes (AAP) et le Cadre de mesure du rendement utilisés pour le *Rapport sur les plans et les priorités 2012-2013* correspondant. Cependant, la production de rapport de Statistique Canada dans le présent *Rapport ministériel sur le rendement* n'est pas complètement alignée avec les nouvelles normes du Conseil du Trésor. En 2013-2014, l'organisme a introduit des changements importants dans son AAP. En conséquence, Statistique Canada sera seulement dans la position de publier des renseignements plus détaillés sur les sous-programmes à partir du *Rapport ministériel sur le rendement* de l'an prochain; il sera alors complètement aligné avec les nouvelles normes du Conseil du Trésor.

Indicateurs de rendement — Total de l'organisme

Le tableau qui suit décrit les indicateurs de rendement qui s'appliquent à l'échelle de l'organisme. Les indicateurs qui s'appliquent au niveau des programmes apparaissent plus loin dans cette section.

Tableau Indicateurs de rendement — Total de l'organisme

Résultat stratégique		
Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, et qui servent à alimenter les débats de fond, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique.		
Indicateurs de rendement¹	Cibles	Rendement de 2012-2013
Nombre de visites du site Web de Statistique Canada	Maintenir le niveau du dernier exercice (18 500 000)	Il y a eu 20 658 574 visites du site Web. Les visites de l'ensemble du site Web ont augmenté par rapport à l'an dernier, en partie parce que CANSIM est devenu gratuit et à cause des diffusions de données du recensement.
Nombre de visites de CANSIM (sauf en ce qui a trait au recensement)	550 000	971 601 Depuis que CANSIM est devenu une ressource gratuite en février 2012, le nombre de visites a augmenté; cette tendance générale à la hausse de l'utilisation se maintient. De nombreux nouveaux tableaux ont également été créés.
Nombre d'utilisateurs qui commencent leur visite sur le site Web de Statistique Canada au lieu de passer par un lien externe	Maintenir le niveau actuel, c.-à-d. 45 % du nombre de visites (soit 8 325 000)	39 % (ou 7 945 163) Le pourcentage de fréquentation directe du site Web était un peu plus faible que prévu, mais le nombre total de visites a légèrement augmenté pendant la même période. La cible était de 8 325 000 utilisateurs; le résultat est de 7 945 163. Ce phénomène peut être attribuable à une hausse des autres types de visites provenant des plateformes de médias sociaux et de moteurs de recherche.
Nombre d'utilisateurs qui utilisent les médias sociaux de Statistique Canada	Augmente chaque année; année repère de 2012-2013 : 37 800 utilisateurs	63 128 Le nombre d'utilisateurs actifs dans les médias sociaux de Statistique Canada (Twitter, Facebook et YouTube) s'élève à 63 128. Le nombre d'abonnés du compte Twitter de Statistique Canada a doublé pendant l'exercice 2012-2013 par rapport à l'année précédente; le nombre d'adeptes de la page Facebook a quintuplé par rapport à l'année précédente.

Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

Résultat stratégique		
Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, et qui servent à alimenter les débats de fond, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique.		
Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Rendement de 2012-2013
Pourcentage des utilisateurs qui ont obtenu ce dont ils avaient besoin	75 %	82 % Le pourcentage dépasse l'objectif à cause de plusieurs facteurs. Un facteur important est la collaboration entre les Services d'information statistique (SIS) et les secteurs spécialisés, qui offrent de la formation spécialisée aux SIS. D'autres facteurs peuvent inclure l'amélioration du recrutement et de la formation des agents de diffusion, le large éventail de données de Statistique Canada, les différents modes d'accès et les activités de sensibilisation de l'organisme, qui informent les utilisateurs des produits et services qui répondent à leurs besoins et qui les dirigent vers ces produits et services.
Nombre de mentions dans les médias	7 000	Ce nombre fait référence au nombre de fois où « Statistique Canada », « Statistics Canada » ou une version de ce terme (comme « Stats Can ») apparaissent dans l'univers surveillé des médias. La cible était de 7 000 mentions médiatiques; 6 857 mentions ont été déclarées en 2012-2013, soit un nombre légèrement au-dessous de l'objectif. Ce résultat s'explique principalement par le nombre plus faible que prévu d'articles sur le recensement. La diffusion des chiffres de population et des logements du recensement, qui fait l'objet de la plus importante couverture médiatique chaque cycle de recensement, a été publiée au cours de l'exercice précédent, en 2011-2012.
Cote attribuée aux composantes de gestion, selon la définition du Cadre de responsabilisation de gestion	Obtenir une cote d'au moins « acceptable » dans toutes les composantes de gestion	Six composantes de gestion ont été évaluées dans le contexte du Cadre de responsabilisation de gestion de 2012-2013. Statistique Canada a obtenu une cote de « fort » ou d'« acceptable » dans les six composantes. La cote pour Qualité et utilisation de l'évaluation a augmenté, passant de « possibilité d'amélioration » à « acceptable ». La cote pour Leadership et culture organisationnelle fondés sur les valeurs et celle pour Efficacité de la gestion financière et des contrôles financiers ont augmenté, pour passer d'« acceptable » à « fort ». La cote pour les trois autres composantes évaluées (Efficacité de la fonction de vérification interne, Gestion intégrée du risque et Excellence de la gestion des personnes) est demeurée « acceptable ».

1. Voir la section IV pour des définitions des indicateurs.

Programme 1 : Statistique économique

Le programme de la statistique économique a pour objectif de créer une source fiable, pertinente et exhaustive d'information sur l'ensemble de l'économie canadienne, afin d'éclairer le débat public concernant les questions économiques; d'appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques économiques; et de guider les entreprises dans leurs décisions. Ce programme représente la principale source d'information pour l'élaboration des politiques fiscales et monétaires du pays et pour l'étude de l'évolution économique des industries et des régions du Canada. L'information produite permet de tenir un débat public éclairé sur les enjeux économiques courants qui suscitent des préoccupations et de l'intérêt. Ces données sont essentielles pour la recherche et l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques économiques par un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux, comme la Banque du Canada, Finances Canada, Industrie Canada, Affaires étrangères et Commerce international Canada et Transports Canada, ainsi que par les gouvernements provinciaux et territoriaux, et elles sont utilisées de façon exhaustive par le secteur privé pour la planification opérationnelle et la prise de décisions. Les données du programme appuient en outre les exigences de la loi et les instruments de réglementation. Les statistiques produites portent notamment sur le produit intérieur brut, la production, les coûts, les ventes, la productivité et les prix pour les secteurs industriels, les flux et les stocks de capital fixe et d'immobilisations, les finances et les échanges internationaux, et la part du capital étranger dans l'économie du Canada.

Ressources financières — Statistique économique (en milliers de dollars)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2012-2013	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (pouvant être utilisées) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013	Écart 2012-2013
174 020	174 020	208 759	195 580	(21 560)

Ressources humaines — Statistique économique (équivalent temps plein)

Prévus 2012-2013	Réels 2012-2013	Écart 2012-2013
2 081	1 816	265

Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

Indicateurs de rendement — Statistique économique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus																				
Les décideurs et les utilisateurs sont informés sur la structure, l'état et l'évolution de l'économie du Canada.	Nombre de visites de CANSIM	242 000	524 152 Depuis que CANSIM est devenu une ressource gratuite en février 2012, le nombre de visites a augmenté. De nombreux nouveaux tableaux ont été créés.																				
	Enquêtes-entreprises utilisant des données fiscales, administratives — nombre et variation en pourcentage	Augmentation continue	<p>Nombre d'enquêtes utilisant des données fiscales, administratives</p> <table> <tr><td>2008-2009</td><td>43</td></tr> <tr><td>2009-2010</td><td>47</td></tr> <tr><td>2010-2011</td><td>47</td></tr> <tr><td>2011-2012</td><td>48</td></tr> <tr><td>2012-2013</td><td>42</td></tr> </table> <p>Pourcentage d'enquêtes utilisant des données fiscales, administratives</p> <table> <tr><td>2008-2009</td><td>20</td></tr> <tr><td>2009-2010</td><td>22</td></tr> <tr><td>2010-2011</td><td>22</td></tr> <tr><td>2011-2012</td><td>22</td></tr> <tr><td>2012-2013</td><td>20</td></tr> </table> <p>La cible a continuellement augmenté. Le nombre d'enquêtes-entreprises et d'enquêtes agricoles a diminué en 2012-2013. Certaines des enquêtes qui ne font plus l'objet d'une collecte utilisaient des données fiscales, administratives.</p>	2008-2009	43	2009-2010	47	2010-2011	47	2011-2012	48	2012-2013	42	2008-2009	20	2009-2010	22	2010-2011	22	2011-2012	22	2012-2013	20
2008-2009	43																						
2009-2010	47																						
2010-2011	47																						
2011-2012	48																						
2012-2013	42																						
2008-2009	20																						
2009-2010	22																						
2010-2011	22																						
2011-2012	22																						
2012-2013	20																						

Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus										
	Nombre de dossiers administratifs utilisés afin de réduire la taille des échantillons des enquêtes	Augmentation continue	Le nombre d'enquêtes utilisant des données administratives est resté constant; toutefois, plus de dossiers administratifs sont utilisés pour les enquêtes qui utilisent cette source de données. La cible a continuellement augmenté. De 2011-2012 à 2012-2013, le nombre d'unités échantillonnées remplacées par des données administratives est demeuré inchangé, à 309 000.										
	Indice du fardeau de réponse en nombre d'heures	60 ou moins	<p>Exercice</p> <table> <tr> <td>2008-2009</td> <td>72</td> </tr> <tr> <td>2009-2010</td> <td>72</td> </tr> <tr> <td>2010-2011</td> <td>65</td> </tr> <tr> <td>2011-2012</td> <td>65</td> </tr> <tr> <td>2012-2013</td> <td>68</td> </tr> </table> <p>La cible était de 60 ou moins; le résultat était de 68. Il s'agit d'une hausse comparativement à la valeur de 65 atteinte dans chacune des années précédentes. L'augmentation est attribuée à quatre enquêtes financées de l'extérieur : Enquête sur le coût de la mise en conformité à la réglementation, Enquête sur le milieu de travail : Postes vacants et pénuries de compétences, Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, et Enquête sur la gestion agroenvironnementale. Statistique Canada s'engage à réduire le fardeau administratif et les demandes de données redondantes à l'étendue des ministères et organismes du gouvernement conformément au plan d'action de réduction de la paperasse.</p>	2008-2009	72	2009-2010	72	2010-2011	65	2011-2012	65	2012-2013	68
2008-2009	72												
2009-2010	72												
2010-2011	65												
2011-2012	65												
2012-2013	68												

Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus
	Pourcentage des utilisateurs qui ont obtenu ce dont ils avaient besoin	75 %	82 %
	Nombre de mentions dans les médias	4 000	La cible était de 4 000 mentions; 3 689 mentions ont été déclarées dans les médias en 2012-2013. Ce chiffre est légèrement au-dessous de l'objectif. Ce résultat s'explique probablement par les réductions au programme, y compris l'indicateur avancé composite du Canada et la réduction de la fréquence pour les communications des recettes monétaires agricoles et du revenu agricole net, qui, collectivement, étaient à l'origine de 114 mentions en 2011-2012.

Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus												
	Nombre d'enquêtes qui utilisent la collecte électronique des données	Augmentation continue Exercice de référence 2012-2013 : 33 enquêtes	<p>Total cumulatif réel</p> <table border="0"> <tr> <td>2010-2011</td> <td>7</td> </tr> <tr> <td>2011-2012</td> <td>16</td> </tr> <tr> <td>2012-2013</td> <td>24</td> </tr> </table> <p>Total cumulatif prévu</p> <table border="0"> <tr> <td>2013-2014</td> <td>94</td> </tr> <tr> <td>2014-2015</td> <td>126</td> </tr> <tr> <td>2015-2016</td> <td>139</td> </tr> </table> <p>En 2012-2013, la mise en œuvre du questionnaire électronique (QE) pour les enquêtes a continué de progresser comme prévu. Les enquêtes-entreprises ont continué de progresser : la première enquête mensuelle essentielle au mandat, l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, a commencé la collecte par QE en 2012. Par ailleurs, des efforts considérables ont été déployés au même moment pour se préparer au lancement du Programme intégré de la statistique des entreprises en 2014, qui utilisera le QE comme outil de collecte pour plus de 60 enquêtes.</p>	2010-2011	7	2011-2012	16	2012-2013	24	2013-2014	94	2014-2015	126	2015-2016	139
2010-2011	7														
2011-2012	16														
2012-2013	24														
2013-2014	94														
2014-2015	126														
2015-2016	139														
	Périodicité et actualité (comparabilité internationale)	Respect de la Norme spéciale de diffusion des données (NSDD) du Fonds monétaire international (FMI)	<p>Selon le rapport annuel de 2012 sur le respect de la NSDD, le Canada satisfait à toutes les normes de mesure et de diffusion des comptes nationaux et d'autres statistiques économiques du FMI. Le Canada dépasse les exigences d'actualité et de fréquence des données pour la plupart des ensembles de données assujettis à la NSDD, en particulier ceux dont la production incombe à Statistique Canada.</p>												

Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus	
	Pourcentage des principaux indicateurs économiques dont l'exactitude de l'échantillonnage correspond aux objectifs fixés	95 %	2007-2008	96,5 %
			2008-2009	95,5 %
			2009-2010	96,0 %
			2010-2011	96,8 %
	Pourcentage des principaux indicateurs économiques diffusés comme prévu	100 %	2007-2008	100 %
			2008-2009	100 %
			2009-2010	100 %
			2010-2011	100 %
	Pourcentage des produits statistiques corrigés après la diffusion	2007-2008 < 2,5 % 2008-2009 < 2,5 % 2009-2010 < 2,5 % 2010-2011 < 2,5 % 2011-2012 < 2,5 % 2012-2013 < 1,5 %	2007-2008	2,6 %
			2008-2009	1,8 %
			2009-2010	0,4 %
			2010-2011	0,6 %
	Pourcentage des projets réalisés conformément à leur portée, à leur calendrier et à leur budget	Augmentation continue Exercice de référence 2012-2013 : 90 %	2012-2013	95 %

1. Pour les définitions des indicateurs, consulter la section IV.

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique économique

- La gestion de la macroéconomie du Canada au moyen de politiques monétaires, budgétaires et autres incombe au gouvernement fédéral. La Banque du Canada, Finances Canada, Affaires étrangères et Commerce international Canada et d'autres ministères et organismes gouvernementaux, ainsi que des organismes internationaux comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Fonds monétaire international (FMI), s'attendent à ce que l'organisme national de la statistique produise, d'une manière généralement conforme aux normes internationales, des indicateurs économiques complets et opportuns pour orienter les politiques macroéconomiques, ainsi que les politiques sur le commerce et les investissements. Statistique Canada est reconnu internationalement pour sa production d'un ensemble complet et actuel d'indicateurs économiques de grande qualité. L'étendue et la qualité des statistiques économiques du Canada, ainsi que la réputation de qualité et

- d'intégrité de Statistique Canada font en sorte que les données sur l'économie canadienne sont considérées comme étant fiables sur la scène internationale.
- À cet égard, le programme de la statistique économique a eu un très bon rendement en 2012-2013. Le programme a continué de produire des statistiques économiques de grande qualité grâce à ses activités permanentes et a poursuivi ses activités de renouvellement. Les principaux produits statistiques du programme de la statistique économique ont tous été diffusés à temps, conformément au calendrier de diffusion et aux objectifs d'exactitude préétablis.
 - Pour 2012-2013, le point culminant du programme de la statistique économique était l'achèvement de la révision historique du Système de comptabilité nationale (décrite plus en détail ci-après, ainsi qu'à la section I).

Sous-programme 1.1 : Système de comptabilité nationale

Ce programme produit un cadre conceptuel intégré de statistiques et d'analyses pour l'étude de l'évolution de l'économie canadienne. Les comptes servent surtout à mesurer les activités liées à la production de biens et services ainsi qu'à l'achat et la vente de biens et services sur les marchés nationaux et internationaux. La production et la consommation sont mesurées en dollars. Les indices de prix correspondants sont établis et les estimations de l'activité économique « réelle » ou « rajustée selon l'inflation » sont préparées. Les flux monétaires sont suivis dans les quatre principaux secteurs de l'économie : ménages, entreprises, gouvernements et non-résidents. On mesure l'épargne, l'investissement, l'actif, le passif et la richesse nationale. Le programme répond à différentes exigences réglementaires et ses données sont essentielles à l'élaboration de politiques et de programmes de la Banque du Canada, de Finances Canada, d'Industrie Canada, d'Affaires étrangères et Commerce international Canada et de plusieurs autres ministères et organismes fédéraux et provinciaux. Ses données sont aussi très utilisées par le secteur privé.

Analyse du rendement et leçons apprises — Système de comptabilité nationale

- À l'automne 2012, Statistique Canada a procédé avec succès à une révision historique du Système de comptabilité nationale, qui comprenait la mise en œuvre de nouvelles normes internationales pour l'élaboration de ces comptes. Le Canada était le deuxième pays, après l'Australie, à adopter les nouvelles normes internationales, plus précisément le Système de comptes nationaux de 2008 et la sixième édition du manuel du Fonds monétaire international sur la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux. D'autres pays, y compris les États-Unis et les membres de l'Union européenne, emboîteront le pas sous peu. Compte tenu de la portée de la modification de la norme internationale, ce ne sont pas tous les changements proposés qui ont été mis en œuvre au moment de la révision de 2012. Par ailleurs, la mise en œuvre de certains aspects de la norme internationale doit être synchronisée avec la mise en œuvre de la norme dans d'autres pays, afin de veiller à ce que les mesures macroéconomiques demeurent

- comparables au niveau international. Statistique Canada prévoit apporter des révisions supplémentaires au Système de comptabilité nationale du Canada en 2014 et en 2015.
- Le programme est également en train de mettre à jour le cadre au moyen duquel il publie un ensemble exhaustif de statistiques de finances publiques. Le FMI tient à jour la norme internationale qui régit la production de la statistique des finances publiques. Cette norme, appelée Statistiques de finances publiques (SFP), est mise à jour périodiquement pour rendre compte des changements dans les pratiques de comptabilité financières et statistiques au niveau international. Statistique Canada est en voie d'adopter la norme des SFP. La norme englobe tous les niveaux des administrations publiques et regroupe des ensembles distincts d'états financiers en un ensemble cohérent et comparable de statistiques financières, qui permet d'établir des comparaisons des finances publiques d'un secteur de compétence à l'autre. On peut ainsi comparer les finances publiques entre les secteurs de compétence. Les statistiques des recettes publiques de ce programme seront utilisées dans le programme de péréquation de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et dans le Système de comptabilité nationale du Canada. De plus, les statistiques de finances publiques sont utilisées par les administrations publiques à des fins analytiques et prévisionnelles, ainsi que pour présenter des rapports aux organismes internationaux, comme le FMI et l'OCDE.
 - Des améliorations sont également apportées à l'ensemble complet de statistiques géographiques sur les investissements directs étrangers et le commerce international de services. Pour le premier, on prévoit déployer des efforts en vue de mettre en œuvre la majorité des recommandations restantes de la Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux, quatrième édition. Pour le deuxième, des plans sont en cours d'élaboration pour ajouter certains détails supplémentaires comme le recommande le manuel des Nations Unies sur le commerce international de services.
 - En s'appuyant sur la diffusion du cadre conceptuel pour les statistiques de l'environnement et une vaste consultation des utilisateurs, le programme cernera les lacunes statistiques prioritaires des statistiques de l'environnement et élaborera un plan pour commencer à combler ces lacunes statistiques.

Sous-programme 1.2 : Études analytiques

Ce programme intègre, analyse et interprète les données recueillies par l'organisme et par d'autres pour décrire la nature de la société et de l'économie canadiennes et tirer des conclusions à ce sujet. Le programme met au point des techniques nouvelles et améliorées d'analyse et d'interprétation statistiques de séries de données socioéconomiques. Ce programme produit l'évaluation de Statistique Canada de la conjoncture économique actuelle qui paraît dans des articles d'*Aperçus économiques*. Le programme produit des estimations annuelles de la productivité multifactorielle et des

rapports analytiques connexes. Ces activités sont essentielles pour la Banque du Canada, Finances Canada, Industrie Canada et les milieux financiers du secteur privé.

Analyse du rendement et leçons apprises — Études analytiques

- La compréhension de la productivité est accrue par l'analyse au niveau des entreprises individuelles. Des microdonnées sur les entreprises ont été utilisées pour étudier l'importance relative des petites et des grandes entreprises, que la croissance de l'emploi provienne davantage des petites ou des grandes entreprises, l'importance de l'entrée et de la sortie et la façon dont les exportateurs se sont adaptés aux fluctuations des tarifs et des taux de change et aux écarts de prix entre le Canada et les États-Unis. Des études ont également décrit comment les investissements sont passés des biens durables, comme la machinerie, le matériel et l'équipement et les immeubles, aux actifs incorporels, comme la recherche-développement.
- D'autres études se sont concentrées sur l'utilisation de données des Comptes nationaux pour démontrer la contribution des fluctuations des termes de l'échange au bien-être économique. Les écarts du rendement provincial ont décrit la nature du changement structurel qui se produit à l'étendue du Canada. L'analyse visait également à élargir les comptes de la productivité pour englober des secteurs gouvernementaux tels que l'éducation et la santé.
- Le Centre canadien d'élaboration de données et de recherche économique a été ouvert pour élargir l'accès aux recherches de manière à inclure les microdonnées sur les entreprises, tout en maintenant la confidentialité de ces données.
- Un aspect où l'organisme pourrait améliorer les données a trait aux processus de production d'entreprises multinationales et à leur fragmentation croissante. Ce phénomène présente plusieurs défis au chapitre de la mesure pour les organismes statistiques, et des travaux conceptuels et méthodologiques considérables, ainsi que l'élaboration de données, sont nécessaires pour rendre compte des répercussions de la mondialisation et les analyser. Statistique Canada participe actuellement à un groupe d'étude conjoint entre Eurostat et l'OCDE sur la production mondiale, en vue de clarifier les normes internationales et d'établir des lignes directrices générales sur la mesure.

Sous-programme 1.3 : Statistique de l'industrie

Ce programme planifie, dirige, coordonne et contrôle la production de renseignements et de conseils au sujet de statistiques sur le commerce, les enquêtes-entreprises, le secteur manufacturier, la construction, l'énergie et les industries de services destinés aux gouvernements et aux organismes et institutions privés. Le programme soutient les exigences réglementaires qui concernent principalement le Système de comptabilité nationale.

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique de l'industrie

- Une importante initiative, ayant une incidence considérable sur le programme de la statistique de l'industrie, est le Programme intégré de la statistique des entreprises (PISE), qui rationalisera et consolidera l'environnement de traitement des enquêtes-entreprises de l'organisme. Le PISE réduira la diversité des méthodes et des applications de systèmes des enquêtes et optimisera la réutilisation de solutions communes et intégrées. Il fera également de la collecte électronique des données la principale méthode de collecte des données. En 2012-2013, l'examen du contenu de 62 enquêtes annuelles sur l'industrie a été effectué. Statistique Canada a ensuite commencé à élaborer et à mettre à l'essai les questionnaires électroniques pour le premier groupe d'enquêtes à intégrer au PISE.
- Des améliorations visant à fournir de l'information de meilleure qualité et plus pertinente au sujet des ventes du commerce électronique au Canada ont été apportées par les programmes annuels et mensuels de l'Enquête sur le commerce de détail. Les données sur la méthode de vente ont été publiées par le programme de l'Enquête annuelle sur le commerce de détail en mars 2013. En outre, un projet de recherche et d'analyse visant à recueillir et à publier des données sur les ventes mensuelles du commerce électronique a été lancé pour commencer à produire ces séries plus rapidement.

Sous-programme 1.4 : Statistique économique

Ce programme planifie, dirige, coordonne et contrôle la production de renseignements et de conseils statistiques sur les statistiques financières et fiscales des entreprises, le commerce international, l'investissement et le stock de capital, et les prix aux gouvernements et aux organismes et institutions privés. Le programme soutient les exigences réglementaires qui concernent principalement le Système de comptabilité nationale.

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique économique

- Ce programme a continué de fournir des statistiques sur les entreprises, le commerce international, les investissements, le stock de capital et les prix. Une importante réalisation est l'amélioration de l'exactitude pour l'Indice des prix à la consommation, la mesure de l'inflation la plus souvent citée du Canada. Le panier de l'indice est maintenant corrigé et mis à jour plus souvent afin de mieux tenir compte des variations dans les habitudes de dépenses des consommateurs. Statistique Canada en est à la quatrième année d'un programme pluriannuel pour apporter ces améliorations.
- Le Programme de la statistique du commerce international canadien de marchandises a par ailleurs fait l'objet de deux importantes améliorations. Premièrement, conjointement avec la révision historique du Système de comptabilité nationale susmentionnée, la classification des marchandises a été mise à jour conformément au Système de classification des produits de

l'Amérique du Nord, remplaçant l'ancienne classification qui était utilisée depuis de nombreuses décennies. De plus, les données sur le commerce international canadien de marchandises sont maintenant publiées en moyenne 35 jours après la fin du mois de référence, cinq jours plus tôt qu'auparavant.

Sous-programme 1.5 : Statistique de l'agriculture, de la technologie et des transports

Ce programme planifie, dirige, coordonne et contrôle la production de renseignements et de conseils statistiques concernant l'agriculture, les sciences, la technologie, la radiodiffusion, les télécommunications, l'innovation et le commerce électronique, les petites entreprises, les enquêtes spéciales ainsi que le transport pour les gouvernements et les organismes et institutions privés. Le programme soutient les exigences réglementaires qui concernent principalement le Système de comptabilité nationale.

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique de l'agriculture, de la technologie et des transports

- Le programme a continué de fournir des renseignements statistiques et des conseils sur des sujets tels que l'agriculture, les sciences, la technologie, la radiodiffusion, les télécommunications, l'innovation et le commerce électronique ainsi que les transports.
- Pour donner suite à l'examen exhaustif du Programme de la statistique agricole en 2011-2012, pour lequel le rapport final a été publié en août 2012, six études de faisabilité ont été entreprises pour examiner de plus près les solutions potentielles décrites dans le rapport. Les principaux objectifs étaient de trouver des façons de continuer de réduire le fardeau de réponse et de réaliser des gains d'efficacité. Des études ont été réalisées sur l'utilisation des données sur l'observation de la Terre produites par des technologies de télédétection, l'augmentation de l'utilisation de données administratives comme celles sur la traçabilité des animaux, l'assurance-récolte et d'autres données sur les programmes agricoles, ainsi que l'examen des seuils d'inclusion dans l'enquête. Les études ont produit des résultats sur le mérite de chacune de ces solutions, accompagnés de recommandations et de leçons apprises.
- Un secteur où les données de l'organisme pourraient être améliorées est la statistique des sciences, de la technologie et de l'innovation. Ces secteurs sont devenus essentiels comme complément aux indicateurs macroéconomiques traditionnels afin de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre et le rendement de l'économie canadienne dans un contexte mondial. Les administrations publiques ont besoin de ces renseignements afin de formuler des politiques et des programmes qui sont mieux ciblés et plus efficaces pour stimuler les investissements, accroître la compétitivité et encourager l'innovation. Des efforts considérables seront déployés dans les deux prochaines années pour atténuer certaines vulnérabilités découlant de la réduction des données administratives à la

suite des changements aux crédits d'impôts du programme de la recherche scientifique et du développement expérimental. L'organisme devra considérablement augmenter la taille de l'échantillon pour la section sur le programme dans l'enquête qui mesure les dépenses des entreprises sur la recherche-développement — soit une importante composante de la suite des indicateurs de Statistique Canada sur la science, la technologie et le développement — afin de continuer à produire des estimations fiables. Les efforts s'intensifieront aussi pour moderniser le cadre conceptuel sous-jacent de la production de renseignements statistiques sur l'économie numérique, élaborer de nouveaux indicateurs afin de mesurer l'innovation et élaborer une nouvelle enquête afin de mesurer les technologies de pointe.

Programme 2 : Statistique sociale

Le programme de la statistique sociale fournit des données intégrées et des analyses pertinentes concernant les caractéristiques socioéconomiques et sociales des personnes, des familles et des ménages ainsi que des principaux facteurs qui ont des répercussions sur leur bien-être afin d'éclairer le débat public concernant les questions socioéconomiques; d'appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques sociales; et de guider la prise de décisions dans les secteurs public et privé. Ce programme constitue la principale source d'information pour l'évaluation des répercussions de l'évolution de la situation économique sur les Canadiens. Des ministères et organismes fédéraux, comme Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Industrie Canada, Justice Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, Patrimoine canadien, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Transports Canada et Infrastructure Canada, ainsi que des gouvernements provinciaux, utilisent de façon exhaustive l'information produite pour évaluer et quantifier les diverses options sur le plan économique et en matière de politique sociale. De l'information statistique objective est essentielle à une société ouverte et démocratique et cette information permet aux Canadiens de participer en connaissance de cause aux débats concernant les sujets qui les intéressent. Le programme appuie les exigences statistiques précisées par la loi ou par les règlements, notamment dans les domaines du travail, de l'immigration et de l'équité en matière d'emploi. Il fournit en outre de l'information, des analyses et des mesures concernant les installations, les organismes et les systèmes financés par les fonds publics qui visent à répondre aux besoins socioéconomiques et matériels des Canadiens; les caractéristiques des Canadiens et des familles qu'ils servent; ainsi que les résultats des services fournis tels que ceux dans les domaines de la justice, de la santé et de l'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles.

Ressources financières — Statistique sociale (en milliers de dollars)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2012-2013	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (pouvant être utilisées) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013	Écart 2012-2013
119 365	119 365	159 091	155 831	(36 466)

Ressources humaines — Statistique sociale (équivalent temps plein)

Prévus 2012-2013	Réels 2012-2013	Écart 2012-2013
1 407	1 204	203

Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

Indicateurs du rendement — Statistique sociale

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus
Les décideurs et les utilisateurs sont informés sur les conditions économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada.	Nombre de visites de CANSIM	270 500	345 469 Depuis que CANSIM est devenu gratuit en février 2012, le nombre de visites a augmenté. De nombreux nouveaux tableaux ont été créés.
	Nombre d'enquêtes qui utilisent la collecte électronique des données	Augmentation continue Exercice de référence 2012-2013 : 3 enquêtes	Total cumulatif réel 2010-2011 2 2011-2012 6 2012-2013 12 Total cumulatif prévu 2013-2014 16 2014-2015 25 2015-2016 26 En 2012-2013, la mise en œuvre du questionnaire électronique (QE) pour les enquêtes a continué de progresser comme prévu. Pour le secteur des statistiques sociales, le lancement d'un essai pilote du QE de l'Enquête sur la population active était une étape importante.
	Pourcentage des enquêtes qui utilisent des données administratives	Augmentation continue Exercice de référence 2012-2013 : 70 %	Des programmes de base, 80 % utilisent des données administratives, ce qui dépasse l'objectif de 70 %. Ce résultat est attribuable à l'acquisition d'une nouvelle source de données administratives et à l'annulation d'enquêtes qui n'utilisaient pas de données administratives.
	Nombre de mentions dans les médias	1 500	Les 2 254 mentions dans les médias dépassaient l'objectif, possiblement à cause de l'intérêt accru des médias à la criminalité, au tourisme, au revenu et à l'emploi. Des 2 254 articles sur les enquêtes sociales, 686 mentionnaient l'Enquête sur la population active.
	Pourcentage des utilisateurs qui ont obtenu ce dont ils avaient besoin	75 %	75 %

Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus																								
	Périodicité et actualité (comparabilité internationale)	Respect de la Norme spéciale de diffusion des données (NSDD) du Fonds monétaire international (FMI)	Selon le rapport annuel de 2012 sur le respect de la NSDD, le Canada satisfait à toutes les normes de mesure et de diffusion des comptes nationaux et d'autres statistiques économiques du FMI. Le Canada dépasse les exigences d'actualité et de fréquence des données pour la plupart des ensembles de données assujettis à la NSDD, en particulier ceux dont la production incombe à Statistique Canada.																								
	Pourcentage des principaux indicateurs économiques dont l'exactitude de l'échantillonnage correspond aux objectifs fixés	95 %	<table border="1"> <tr><td>2007-2008</td><td>98,6 %</td></tr> <tr><td>2008-2009</td><td>99,1 %</td></tr> <tr><td>2009-2010</td><td>99,7 %</td></tr> <tr><td>2010-2011</td><td>99,7 %</td></tr> <tr><td>2011-2012</td><td>99,7 %</td></tr> <tr><td>2012-2013</td><td>98,9 %</td></tr> </table>	2007-2008	98,6 %	2008-2009	99,1 %	2009-2010	99,7 %	2010-2011	99,7 %	2011-2012	99,7 %	2012-2013	98,9 %												
2007-2008	98,6 %																										
2008-2009	99,1 %																										
2009-2010	99,7 %																										
2010-2011	99,7 %																										
2011-2012	99,7 %																										
2012-2013	98,9 %																										
	Pourcentage des principaux indicateurs économiques diffusés comme prévu	100 %	<table border="1"> <tr><td>2007-2008</td><td>100 %</td></tr> <tr><td>2008-2009</td><td>100 %</td></tr> <tr><td>2009-2010</td><td>100 %</td></tr> <tr><td>2010-2011</td><td>100 %</td></tr> <tr><td>2011-2012</td><td>100 %</td></tr> <tr><td>2012-2013</td><td>100 %</td></tr> </table>	2007-2008	100 %	2008-2009	100 %	2009-2010	100 %	2010-2011	100 %	2011-2012	100 %	2012-2013	100 %												
2007-2008	100 %																										
2008-2009	100 %																										
2009-2010	100 %																										
2010-2011	100 %																										
2011-2012	100 %																										
2012-2013	100 %																										
	Pourcentage des produits statistiques corrigés après la diffusion	<table border="1"> <tr><td>2007-2008</td><td>< 2,5 %</td></tr> <tr><td>2008-2009</td><td>< 2,5 %</td></tr> <tr><td>2009-2010</td><td>< 2,5 %</td></tr> <tr><td>2010-2011</td><td>< 2,5 %</td></tr> <tr><td>2011-2012</td><td>< 2,5 %</td></tr> <tr><td>2012-2013</td><td>< 1,5 %</td></tr> </table>	2007-2008	< 2,5 %	2008-2009	< 2,5 %	2009-2010	< 2,5 %	2010-2011	< 2,5 %	2011-2012	< 2,5 %	2012-2013	< 1,5 %	<table border="1"> <tr><td>2007-2008</td><td>5,0 %</td></tr> <tr><td>2008-2009</td><td>2,4 %</td></tr> <tr><td>2009-2010</td><td>2,2 %</td></tr> <tr><td>2010-2011</td><td>0,6 %</td></tr> <tr><td>2011-2012</td><td>3,3 %</td></tr> <tr><td>2012-2013</td><td>2,5 %</td></tr> </table> <p>La cible était d'atteindre un taux de correction de moins de 1,5 %. En 2011-2012, il a été de 2,5 %. Cette diminution de presque un point de pourcentage depuis 2011-2012 alors qu'il était de 3,3 % n'était pas suffisante pour atteindre le nouvel objectif plus rigoureux de 1,5 %.</p>	2007-2008	5,0 %	2008-2009	2,4 %	2009-2010	2,2 %	2010-2011	0,6 %	2011-2012	3,3 %	2012-2013	2,5 %
2007-2008	< 2,5 %																										
2008-2009	< 2,5 %																										
2009-2010	< 2,5 %																										
2010-2011	< 2,5 %																										
2011-2012	< 2,5 %																										
2012-2013	< 1,5 %																										
2007-2008	5,0 %																										
2008-2009	2,4 %																										
2009-2010	2,2 %																										
2010-2011	0,6 %																										
2011-2012	3,3 %																										
2012-2013	2,5 %																										

Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus
	Pourcentage des projets réalisés conformément à leur portée, à leur calendrier et à leur budget	Augmentation continue Exercice de référence 2012-2013 : 90 %	2012-2013 : 100 %

1. Pour les définitions des indicateurs, consulter la section IV.

Analyse de rendement et leçons apprises — Statistique sociale

- En 2012-2013, le programme de la statistique sociale a continué de produire des données économiques et sociales de haute qualité et a poursuivi ses activités de renouvellement. Tous les principaux produits statistiques ont été diffusés à temps, selon le calendrier de diffusion préétabli, et conformément aux objectifs d'exactitude.
- En 2012-2013, Statistique Canada a mis en œuvre une approche Web novatrice de la diffusion d'information. *Regards sur la société canadienne* est la première publication dans ce nouveau format. La publication permet de mieux communiquer les types d'information présentée dans les publications imprimées qui ont récemment cessé de paraître, soit *L'emploi et le revenu en perspective*, *Tendances sociales canadiennes* et *Questions d'éducation*.
- Le programme a fait progresser considérablement la rationalisation et l'intégration de ses processus opérationnels en vue d'accroître l'efficacité. L'Environnement pour le traitement des enquêtes sociales fournit un ensemble d'outils et d'utilitaires génériques pour le traitement des données des enquêtes sociales et des données administratives. À la fin de 2012-2013, près de 20 enquêtes avaient terminé la transition au nouvel environnement.
- En 2012-2013, Statistique Canada a terminé la collecte d'un certain nombre de projets importants à recouvrement des coûts pour divers clients, y compris l'Étude longitudinale et internationale des adultes, l'Enquête auprès des peuples autochtones et l'Enquête canadienne sur l'incapacité. Les résultats de ces différentes enquêtes seront publiés en 2013-2014.

Sous-programme 2.1 : Statistique sociale et institutions

Ce programme recueille, produit, analyse et diffuse des statistiques socioéconomiques concernant la justice, l'éducation, la culture, le tourisme et les institutions publiques. Le programme favorise la prise de décisions et la recherche dans les secteurs public et privé. Le programme soutient les exigences réglementaires qui concernent principalement le Système de comptabilité nationale et le système judiciaire canadien.

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique sociale et institutions

- Ce programme continue de fournir des statistiques socioéconomiques sur la justice, l'éducation, la culture et le tourisme et les institutions publiques.
- En 2012-2013, au moyen de fichiers administratifs, Statistique Canada a terminé la première étape d'une étude pilote pour évaluer les indicateurs de nouveau contact avec le Système canadien de justice pénale, et le cheminement dans ce dernier.
- Plusieurs enquêtes importantes à recouvrement des coûts ont été élaborées en 2012-2013 dans le cadre du programme des statistiques sur l'éducation. Il s'agissait notamment de la collecte du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, du Programme international pour le suivi des acquis des élèves et de l'élaboration de l'Enquête nationale auprès des diplômés.
- Une initiative particulièrement pertinente pour le programme est l'engagement par l'ensemble du programme de la statistique sociale à élaborer des carnets de route de l'information pour répondre aux nouveaux besoins de données dans des secteurs clés de la politique sociale. Les carnets de route, qui portent sur des domaines tels que la justice, le vieillissement, le marché du travail et la richesse des ménages, sont produits avec la collaboration d'intervenants, et indiquent ce qu'il faut pour composer avec les secteurs dans lesquels les données sont incomplètes ou fragmentées, et où des investissements s'imposent pour appuyer les initiatives et les besoins futurs en matière de politiques.
- Statistique Canada, avec la collaboration de l'Agence des services frontaliers du Canada, continue d'examiner des façons d'améliorer le taux de réponse pour le programme de statistiques sur les voyages.

Sous-programme 2.2 : Statistique de la santé

Ce programme produit des données et des analyses statistiques sur l'état de santé des Canadiens, grâce à l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) et l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé (ECMS), lesquelles sont menées de façon permanente. Le programme recueille aussi les données de l'état civil du Canada et du Registre canadien du cancer, qu'il tient à jour. Le programme est aussi chargé de l'élaboration et de la gestion d'enquêtes sur la santé qui utilisent des mesures directes. L'ECMS recueille des renseignements clés pertinents sur la santé des Canadiens par des mesures physiques directes comme la tension artérielle, la taille, le poids et la condition physique, la santé bucco-dentaire ainsi que des biomarqueurs de la maladie et de l'environnement à partir d'échantillons sanguins et d'urine. Ces données sont utilisées pour aider et soutenir les planificateurs et les décideurs en matière de santé à tous les niveaux de gouvernement, de même que la recherche démographique et épidémiologique, et elle est utilisée dans les rapports aux Canadiens sur leur système de santé et systèmes de soins de santé. Ce programme fournit au Système de comptabilité nationale des données requises par le Système de gestion financière des statistiques du gouvernement et la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Les

données de l'état civil sont utilisées par le Programme des estimations sur la population dont les résultats sont à leur tour utilisés par le programme de péréquation.

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique de la santé

- Ce programme produit des données et des analyses sur l'état de santé des Canadiens.
- En 2012-2013, la première année d'un projet pluriannuel visant à remanier l'ESCC a été terminée. L'ESCC fournit des données sur l'état de santé, l'utilisation des soins de santé et les facteurs déterminants de la santé de la population canadienne de 12 ans et plus. Les données sur la santé sont disponibles par région sociosanitaire pour éclairer le processus décisionnel et l'élaboration de programmes au niveau des communautés. La refonte comprendra un examen du contenu de l'ESCC, une révision de la stratégie d'échantillonnage et l'élaboration d'une version électronique du questionnaire.
- En 2012-2013, au moyen des fichiers administratifs, Statistique Canada a également examiné l'accès des immigrants aux services de santé, ajouté les stades du cancer au Registre canadien du cancer et étudié la possibilité de produire plus de données régionales. En conséquence de cet exercice d'exploration, des données ont été produites et diffusées au niveau des régions métropolitaines de recensement. Normalement, la plus petite aire de diffusion est la région sociosanitaire.

Évaluation : Une évaluation de l'ECMS a été terminée en 2012-2013 et est disponible au <http://www.statcan.gc.ca/about-aperçu/er-re/chmser-ecmsre-fra.htm>.

Sous-programme 2.3 : Statistique sociale générale

Ce programme produit des renseignements et des résultats analytiques sur des questions sociales clés, dont l'immigration, l'ethnicité, l'engagement social, la jeunesse, les familles, le sexe, les aînés et le bien-être social. Le programme mène aussi l'Enquête sociale générale (ESG), il développe et gère la Base de données longitudinale sur les immigrants et il est la référence pour la conception d'enquêtes postcensitaires. Il produit la publication de prestige *Regards sur la société canadienne*, laquelle observe les conditions sociales, analyse et intègre les données, et fournit des rapports sur l'évolution sociale au Canada, ses travaux couvrant un large éventail de sujets socioéconomiques et démographiques. Le programme produit des renseignements et une expertise spécialisée pour appuyer les intérêts stratégiques de Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, Santé Canada, Justice Canada, Patrimoine Canada et Condition féminine Canada.

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique sociale générale

- Ce programme produit des renseignements et des résultats analytiques sur des questions sociales clés, dont l'immigration, l'ethnicité, l'engagement social, la jeunesse, les familles, le sexe, les aînés et le bien-être social.
- L'ESG est en cours d'une refonte complète. En 2012-2013, deux essais pilotes ont été effectués : l'un visait à introduire un questionnaire électronique et une nouvelle base de sondage; l'autre, un nouveau sujet : l'identité sociale. Le cycle sur l'identité sociale de l'ESG sera sur le terrain en 2013-2014, et ce sera la première grande enquête-ménage à mettre en œuvre une option de réponse par questionnaire électronique.

Sous-programme 2.4 : Statistique du travail et des ménages

Ce programme englobe des enquêtes-ménage comme l'Enquête sur la population active (EPA) et des enquêtes produisant des tendances sur le revenu et les dépenses des familles ainsi que des enquêtes sur l'emploi menées auprès des établissements. Le programme soutient diverses exigences réglementaires soit directement, soit par le Système de comptabilité nationale.

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique du travail et des ménages

- En 2012-2013, ce programme a commencé la refonte de l'EPA. L'EPA mensuelle est la plus grande enquête-ménage permanente de Statistique Canada, et son infrastructure appuie de nombreux autres programmes de statistiques sociales. Elle produit des estimations de l'emploi et du chômage à l'échelle du pays, des provinces, des régions métropolitaines de recensement et des régions économiques, les données étant diffusées dans les sept jours suivant le mois de référence. La réalisation de l'EPA exerce une importante influence sur la définition de l'infrastructure de collecte maintenue par Statistique Canada. Des enquêtes sur des sujets connexes sont souvent réalisées en même temps que l'enquête mensuelle, et l'échantillon de l'enquête est souvent réutilisé dans d'autres programmes statistiques. L'EPA fait l'objet d'un remaniement après chaque recensement décennal. Ce remaniement vise le contenu de l'enquête, ainsi que tous les aspects de la conception de l'échantillon de l'enquête et des opérations d'enquête. Comme dans tous les remaniements d'enquête, on se penchera tout particulièrement, par souci d'efficacité, sur l'adoption de processus et de systèmes opérationnels communs. Le remaniement sera terminé en 2017.
- La composante longitudinale de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu a été éliminée. La production de statistiques annuelles sur le revenu est maintenant prise en charge par la nouvelle Enquête canadienne sur le revenu.
- En 2012-2013, une option de réponse par voie électronique a été offerte aux répondants de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises.
- Une option de réponse par voie électronique a également été élaborée pour l'Enquête sur la population active : un essai pilote a commencé en 2012-2013.

- La richesse (actif moins passif) des Canadiens est un enjeu politique important et a été désignée comme une importante lacune statistique. La dernière enquête à ce sujet a été réalisée en 2005. En 2012-2013, Statistique Canada a donné des présentations sur une nouvelle ronde de collecte des données par l'entremise de l'Enquête sur la sécurité financière.
- Une nouvelle enquête longitudinale (Étude longitudinale et internationale des adultes) a été mise en œuvre en 2012-2013 sur une base de recouvrement des coûts. L'enquête utilise largement les données administratives, complétées d'une interview d'enquête.

Sous-programme 2.5 : Analyse socioéconomique

Ce programme planifie, dirige, coordonne et réalise une gamme d'analyses et de publications statistiques, et développe, tient à jour et diffuse plusieurs modèles de microsimulation. Ces activités répondent à quatre grands objectifs et desservent quatre auditoires principaux : elles produisent des analyses de grande qualité lesquelles sont souvent d'avant-garde sur des sujets courants importants pour le public; elles fournissent des renseignements similaires très pertinents sur des préoccupations stratégiques courantes; elles contribuent généralement au corpus de la recherche nationale et internationale dans les publications évaluées par des pairs; et elles fournissent une rétroaction en profondeur et une assurance de qualité à un large éventail d'unités de production de données de Statistique Canada. Les grands secteurs d'analyse comprennent le vieillissement de la population et son incidence sur les marchés du travail et les besoins de soins de santé, les temps d'attente et l'accès aux soins de santé, la situation économique des immigrants, l'état de santé de la population et l'incidence des déterminants de la maladie et de la santé ainsi que les tendances de la répartition des revenus incluant des tendances géographiques et celles des populations à faible revenu et des populations vulnérables dans les grandes villes du Canada.

Analyse du rendement et leçons apprises — Analyse socioéconomique

- Les études du marché du travail ont examiné les tendances à long terme, y compris les risques et les conséquences des mises à pied, du rendement du capital humain et des salaires relatifs de divers groupes de travailleurs. Par exemple, après s'être élargi de 1980 à 2000, l'écart salarial entre les personnes ayant fait des études universitaires et secondaires s'est rétréci tout au long des années 2000, en particulier chez les travailleurs de moins de 35 ans. Les recherches sur l'immigration ont fourni des données sur les résultats économiques et sociaux des immigrants et de leurs enfants nés au Canada. Le programme a évalué comment les résultats économiques des immigrants récents sont corrélés avec les caractéristiques du pays de provenance; cerné les facteurs associés aux niveaux relativement élevés d'études postsecondaires chez les jeunes immigrants; et examiné les résultats sur le marché du travail des enfants nés au Canada, y

- compris l'exploitation d'une entreprise. Les recherches sur les pensions et la retraite ont fourni de l'information sur les activités sur le marché du travail des travailleurs âgés et les résultats financiers au fil du vieillissement.
- Le programme a analysé les facteurs déterminants de la santé, les résultats en matière de santé et le système de santé au moyen des données d'enquêtes et de sources administratives et a diffusé les résultats dans des publications comme *Rapports sur la santé*. Les recherches ont démontré que dans les régions à forte concentration d'enfants autochtones, le taux de blessures non intentionnelles était le double de ce qu'il était ailleurs. L'Enquête canadienne sur les mesures de la santé a établi un lien entre l'obésité (directement mesurée) et le niveau d'activité physique. Une cohorte du Recensement de 1991 appariée à 16 ans de données sur le cancer et la mortalité a été utilisée pour estimer la mortalité par cause selon le niveau d'études et pour estimer le taux de mortalité par maladie cardiovasculaire chez les Premières Nations.
 - En 2012-2013, des analystes de programme ont démontré l'intérêt d'exploiter les données d'enquête et les données administratives existantes pour obtenir de nouvelles perspectives par la simulation basée sur des microdonnées. La Base de données et modèle de simulation de politique sociale permet aux utilisateurs de simuler l'incidence de diverses mesures de politiques fiscales ou d'autres types sur les résultats socioéconomiques. Le modèle LifePaths permet de projeter les pensions et les revenus de retraite à venir et de modéliser les scénarios de réforme des pensions. Le Modèle de santé de la population a été utilisé pour effectuer des évaluations comparatives des interventions de santé pour des résultats tels que les facteurs de risque et les maladies, les coûts, l'état de santé et l'espérance de vie. Le modèle Demosim permet de faire des projections pour les minorités visibles et la population autochtone et joue un rôle dans l'évaluation de la qualité de l'Enquête nationale auprès des ménages.

Programme 3 : Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones

Le programme produit des données, des analyses et des services statistiques pertinents qui mesurent les changements qui touchent la population du Canada, ses caractéristiques démographiques et sa situation, de même que son secteur agricole et le bien-être de sa population autochtone, afin de fournir une base pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé ainsi que pour la recherche et l'analyse dans les domaines qui préoccupent la population du Canada. Le programme comprend le Recensement de la population et le Recensement de l'agriculture. Ce premier produit des données détaillées sur des sous-groupes de population et pour des niveaux géographiques détaillés, données qui sont nécessaires pour évaluer l'incidence des initiatives stratégiques ciblées et qui servent de base pour d'autres enquêtes statistiques. Il fournit en outre des estimations de la population, ainsi que des projections et des données approfondies concernant des populations particulières, comme les exploitants de propriétés agricoles et les Autochtones. Les chiffres et les estimations de population sont utilisés pour déterminer les limites des circonscriptions électorales, la répartition des paiements de transfert fédéraux, ainsi que le transfert et la répartition des crédits entre les administrations publiques régionales et municipales, les conseils scolaires et les autres organismes locaux dans les provinces. Le programme répond aux exigences statistiques précisées au niveau constitutionnel et appuie celles comprises dans la loi et les instruments réglementaires. Toutes les mesures par habitant comprises dans les politiques, les arrangements fiscaux, les autres analyses économiques, ainsi que celles liées à la planification des programmes et des services, proviennent des données statistiques de ce programme. Les statistiques produites portent sur la situation démographique, sociale et économique de la population, les estimations annuelles et trimestrielles de la population, des ménages et des familles et leurs projections, le nombre et les types d'exploitants et d'exploitations agricoles ainsi que la situation socioéconomique et le bien-être des Autochtones.

Ressources financières — Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones (en milliers de dollars)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2012-2013	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (pouvant être utilisées) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013	Écart 2012-2013
66 796	66 796	69 895	62 233	4 563

Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

Ressources humaines — Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones (équivalent temps plein)

Prévus 2012-2013	Réels 2012-2013	Écart 2012-2013
932	754	178

Indicateurs du rendement — Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus
Les décideurs et les utilisateurs sont informés sur les chiffres de population et les caractéristiques démographiques ainsi que sur l'agriculture.	Sous-dénombrement net pour le Recensement de la population de 2011	Moins de 3 %	L'erreur nette de sous-dénombrement pour le Recensement de la population de 2011 a été estimée à 2,3 %, une légère hausse par rapport à 2,7 % au Recensement de 2006.
	Nombre de visites de CANSIM (sauf en ce qui a trait au recensement)	37 520	101 980 Depuis que CANSIM est devenu une ressource gratuite en février 2012, le nombre de visites a augmenté. De nombreux nouveaux tableaux ont été créés.
	Nombre de mentions dans les médias	1 500	La cible était de 1 500; 1 301 mentions dans les médias ont été mentionnées en 2012-2013, incluant les journaux en format papier et en ligne, ainsi que la radio et la télévision. De ces mentions, 459 ont été publiées dans les médias traditionnels (imprimés).
	Pourcentage des utilisateurs qui ont obtenu ce dont ils avaient besoin	75 %	87 %
	Pourcentage des principaux indicateurs économiques qui répondent aux niveaux établis d'exactitude de l'échantillonnage	95 %	L'indicateur ne peut pas s'appliquer dans ce programme. La Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones ne diffuse pas d'indicateurs économiques principaux.

Section II : Analyse des programmes et des sous-programmes par résultat stratégique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus
	Pourcentage des principaux indicateurs économiques statistiques diffusés comme prévu	100 %	L'indicateur ne peut pas s'appliquer dans ce programme. La Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones ne diffuse pas d'indicateurs économiques principaux.
	Pourcentage de produits statistiques corrigés après la diffusion	2007-2008 < 2,5 % 2008-2009 < 2,5 % 2009-2010 < 2,5 % 2010-2011 < 2,5 % 2011-2012 < 2,5 % 2012-2013 < 1,5 %	2007-2008 2,7 % 2008-2009 2,5 % 2009-2010 0,0 % 2010-2011 0,0 % 2011-2012 0,0 % 2012-2013 0,0 %
	Pourcentage des projets réalisés conformément à leur portée, à leur calendrier et à leur budget	Augmentation continue Exercice de référence 2012-2013 : 90 %	2012-2013 100 %

1. Pour les définitions des indicateurs, consulter la section IV.

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones

- En 2012-2013, Statistique Canada a terminé la diffusion des résultats du Recensement de la population de 2011 et des principaux résultats du Recensement de l'agriculture de 2011.
- Le Recensement de la population fournit des renseignements de base sur les chiffres de population et des logements, lesquels sont la base des estimations de la population utilisées pour déterminer les limites des circonscriptions électorales, pour distribuer les transferts fédéraux et pour transférer et affecter des fonds aux administrations régionales et municipales, aux conseils scolaires et à d'autres organismes locaux au sein des provinces. Pour 2011, ces données seront complétées par les résultats de l'Enquête nationale auprès des ménages, qui seront publiés en 2013 avec des détails sur la mobilité, l'appartenance ethnique, le travail, l'éducation, le revenu, la citoyenneté, l'immigration, les transports et les caractéristiques des logements.
- Le Recensement de l'agriculture dresse un portrait complet du secteur de l'agriculture à l'échelle nationale, provinciale, territoriale et infraprovinciale, et est mandaté par la *Loi sur la statistique*. La série de données économiques provenant du recensement sert de point de repère pour les estimations annuelles requises par le Système de comptabilité nationale pour former la composante agricole du produit intérieur brut exigée par la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*.

Sous-programme 3.1 : Recensement de l'agriculture

Ce programme réalise le Recensement de l'agriculture tous les cinq ans et produit et publie des séries économiques sur le secteur de l'agriculture qui découlent du Système de comptabilité nationale pour former la composante agricole du produit intérieur brut et ainsi répondre aux exigences réglementaires de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Ce programme donne une vision globale du secteur agricole à l'échelon national, provincial et infraprovincial, et son mandat relève de la *Loi sur la statistique*.

Analyse du rendement et leçons apprises — Recensement de l'agriculture

- En 2012-2013, Statistique Canada a diffusé les principaux résultats du Recensement de l'agriculture de 2011. D'autres résultats seront publiés en 2013-2014 : quelques articles courts sur certains aspects de l'agriculture au Canada et les résultats du couplage des données du Recensement de l'agriculture et de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM).
- Le Projet de la stratégie du Recensement de 2016 poursuit le processus habituel d'examen et d'évaluation des programmes statistiques de Statistique Canada. Le projet a examiné à fond le Recensement de l'agriculture : les objectifs consistaient à étudier les solutions possibles et à formuler une recommandation au gouvernement sur la méthodologie du programme de 2016. Le Recensement de l'agriculture entreprendra des études de faisabilité en vue de déterminer et d'évaluer l'utilisation éventuelle d'autres sources de données administratives du secteur privé et du gouvernement, qui pourraient remplacer certaines sections du recensement ou données d'enquêtes.

Sous-programme 3.2 : Démographie

Ce programme produit les estimations postcensitaires et intercensitaires trimestrielles et annuelles de la population du Canada, qui répondent aux exigences réglementaires du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, de la péréquation et de la formule de financement des territoires, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, de la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada*, de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* et de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*. Les estimations de la population sont produites à trois niveaux géographiques : pour le Canada, pour les provinces et les territoires ainsi que pour les divisions de recensement, les régions métropolitaines de recensement et les régions économiques. Les données comprennent les estimations des naissances, des décès, de l'immigration, de l'émigration totale, de la variation du nombre de résidents non permanents, de même que de la migration interprovinciale et infraprovinciale. Aux fins des programmes et des politiques comme la planification et la

prévision des pensions et du marché du travail, on prépare aussi des projections démographiques après chaque recensement. Les estimations et les projections démographiques sont utilisées par tous les paliers de gouvernement, le secteur privé, les chercheurs et les organismes non gouvernementaux.

Analyse du rendement et leçons apprises — Démographie

- Le programme de statistiques démographiques a continué de produire des estimations et des projections de la population du Canada, de fournir de l'expertise analytique et spécialisée sur les caractéristiques démographiques du recensement et d'effectuer de la recherche-développement sur ces sujets.
- En 2012-2013, le programme a également offert son expertise au Projet de la stratégie du Recensement de 2016 et à la priorité stratégique de Statistique Canada visant à accroître l'utilisation des données administratives dans le cadre du programme du Recensement et ailleurs dans l'organisme.

Sous-programme 3.3 : Statistique sur les Autochtones

Ce programme est chargé de fournir une compétence spécialisée, de coordonner et d'intégrer la collecte, l'analyse et la diffusion de données sur les peuples autochtones, notamment sur des sujets comme l'éducation, l'utilisation des langues autochtones, le travail, le revenu, la santé, la technologie des communications, la mobilité et les conditions de logement. Il fournit ainsi des renseignements, du soutien et des conseils aux ministères fédéraux, aux gouvernements autochtones et aux organismes.

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique sur les Autochtones

- Le Programme de la statistique sur les Autochtones a continué de fournir de l'expertise spécialisée et de coordonner et d'intégrer la collecte, l'analyse et la diffusion des données sur divers sujets liés aux Autochtones.
- Il a également continué d'offrir le Programme de liaison avec les Autochtones, dont le mandat consiste à renforcer les voies de communication entre les Premières Nations, les Métis, les Inuits et des autres intervenants aux échelons national, régional, provincial et communautaire, incluant l'accès aux données, aux produits et aux services connexes de Statistique Canada.
- Par ailleurs, le programme cherche à améliorer les données disponibles pour les Autochtones : ces données ne sont ni aussi à jour, ni aussi complètes que les données pour la population générale. Bien que le Recensement de la population et l'Enquête nationale auprès des ménages peignent un portrait d'ensemble des Canadiens, il importe de tirer des données plus approfondies des enquêtes propres aux Autochtones pour comprendre les déterminants et les conséquences des changements survenant dans des secteurs tels que l'éducation, l'employabilité, la santé et le logement. Pour tenter de combler quelques-unes des lacunes statistiques considérables qui sont relatives à la population autochtone, incluant les Indiens inscrits, Statistique Canada continuera d'examiner la possibilité

d'utiliser des sources de données administratives, comme le Registre des Indiens, pour évaluer la qualité des enquêtes et à d'autres fins statistiques.

Sous-programme 3.4 : Recensement de la population

Ce programme planifie, élabore et met en œuvre toutes les activités de collecte, de dépouillement et de diffusion des recensements périodiques décennaux et quinquennaux de la population, qui présentent un inventaire national des principaux phénomènes socioéconomiques du Canada. Le recensement brosse un tableau statistique du Canada et de ses habitants. Ce programme est la seule source fiable de renseignements détaillés sur les petits groupes (comme les familles monoparentales, les groupes ethniques, les catégories de professions et d'activités et les immigrants) et sur des secteurs aussi petits que les quartiers d'une ville ou aussi vastes que le pays lui-même. Parce que le recensement canadien a lieu tous les cinq ans et qu'il pose des questions similaires, il est possible de comparer les changements survenus dans la situation démographique du Canada au fil du temps. Le recensement prend en compte toutes les personnes vivant au Canada le jour du recensement, de même que les Canadiens à l'étranger — sur une base militaire ou dans une mission diplomatique, en mer ou dans un port à bord de navires marchands battant pavillon canadien. Les personnes au Canada qui détiennent un permis de séjour temporaire, un permis de séjour pour étudiant ou un permis de travail, ainsi que les personnes à leur charge, font également partie du recensement. De nombreuses lois réglementent ce programme, dont la *Loi sur la statistique*, la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*, la *Loi électorale du Canada*, la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, la *Loi sur les subventions aux provinces*, la *Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et les croisements de chemin de fer*, la *Loi sur le développement industriel et régional*, la *Loi concernant les modifications constitutionnelles*, la *Loi de l'impôt sur le revenu*, la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* et la *Loi sur les anciens combattants*.

Analyse du rendement et leçons apprises — Recensement de la population

- En 2012-2013, Statistique Canada a terminé la diffusion des résultats du Recensement de la population de 2011.
- En 2011, de nombreuses questions qui faisaient traditionnellement partie du Recensement de la population à participation obligatoire ont été posées sur une base volontaire dans le cadre de l'ENM. Elle a été menée en même temps que le Recensement de la population, et les deux opérations ont utilisé le même personnel et la même infrastructure pour réduire les coûts. Les résultats de l'ENM seront publiés en 2013-2014. Statistique Canada effectuera des évaluations rigoureuses de la qualité des données à publier et communiquera tous les renseignements disponibles sur la qualité des données afin de veiller à ce que les données de l'ENM soient utilisées à leur plein potentiel.

- Pour le Recensement de la population de 2011, le taux de réponse par Internet était de 54,1 %, positionnant le Canada au premier rang, à l'échelle internationale, de la collecte de données du recensement par Internet. Statistique Canada a réalisé des avancées considérables dans la mise au point d'une infrastructure généralisée de collecte des données par Internet, laquelle est capable de prendre en charge les enquêtes auprès des entreprises et les enquêtes auprès des ménages, incluant le Recensement de la population.
- Le Projet de la stratégie du Recensement de 2016 a continué le processus d'examen et d'évaluation périodique des programmes statistiques de Statistique Canada. L'équipe du projet a examiné les approches adoptées pour les recensements de la population utilisées partout dans le monde et a évalué la mesure dans laquelle elles sont applicables au contexte canadien. L'objectif de ces examens consistait à étudier les diverses options afin de faire une recommandation au gouvernement fédéral concernant la méthodologie des programmes du Recensement de 2016. Statistique Canada a également évalué chaque aspect opérationnel des recensements et de l'Enquête nationale auprès des ménages. Les résultats de ces évaluations ont été publiés sur le site Web de Statistique Canada en août 2012 et seront utilisés pour planifier le programme du Recensement de 2016.

Programme 4 : Services internes

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ressources financières — Services internes (en milliers de dollars)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2012-2013	Dépenses prévues 2012-2013	Autorisations totales (pouvant être utilisées) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013	Écart 2012-2013
94 500	94 500	114 368	106 247	(11 747)

Ressources humaines — Services internes (équivalent temps plein)

Prévus 2012-2013	Réels 2012-2013	Écart 2012-2013
1 032	950	82

Analyse du rendement et leçons apprises — Services internes

- Ce programme a réalisé des progrès très intéressants en vue de respecter ses engagements énoncés dans le *Rapport sur les plans et les priorités 2012-2013* (voir la section I).
- Le Plan décennal d'investissement dans le maintien de la continuité et de la qualité est à la base de la planification stratégique de l'organisme.
- Tous les projets d'envergure sont surveillés tous les mois au moyen du Cadre de gestion de projets de l'organisme.
- Les pratiques de gestion des risques ont été davantage intégrées; le Profil de risque organisationnel a été précisé et mis à jour en fonction des commentaires de tous les secteurs.
- La structure de gouvernance en matière d'évaluation a été renforcée, et un plan d'évaluation axé sur le risque a été livré. La cote de l'organisme en matière de qualité et d'utilisation de l'évaluation dans le Cadre de responsabilisation de gestion s'est améliorée, pour passer à « acceptable ».
- Les cadres supérieurs de l'organisme se sont aussi concentrés sur la mise en œuvre efficace des changements annoncés dans le Budget de 2012.

- Un aspect en cours de traitement est l'architecture du réseau de la TI de l'organisme. Actuellement, l'environnement de travail par défaut pour les 5 500 employés à Ottawa et dans les régions est un réseau interne, physiquement séparé des autres réseaux et d'Internet. Un deuxième réseau séparé est utilisé pour fournir l'accès à Internet. Cette méthode a été adoptée par l'organisme il y a quelque temps pour améliorer la sécurité de ses renseignements confidentiels. Les technologies actuelles permettent un niveau de sécurité similaire sans la nécessité de deux réseaux. Nous évaluons actuellement les investissements requis pour effectuer la transition vers un seul réseau sécurisé.
- Compte tenu de la création de Services partagés Canada, de nouveaux facteurs et possibilités externes sont apparus. Services partagés Canada est chargé de transformer les centres de données, les réseaux et les services de courriel; il a pour mandat de rationaliser et de réduire le double emploi. Pour favoriser l'atteinte des objectifs des deux organismes, Statistique Canada a fourni un financement initial à l'Initiative de transformation des réseaux afin d'effectuer le renforcement de la sécurité des postes de travail et des applications; il énoncera également les exigences pour veiller à ce que ses besoins soient satisfaits.

Principales données financières

État condensé des opérations et de la situation financière nette ministérielle
(non audité)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

	Résultats prévus 2012-2013	Résultats réels 2012-2013	Résultats réels 2011-2012*	Variation en dollars (résultats réels contre résultats prévus 2012-2013)	Variation en dollars (résultats réels 2012-2013 contre résultats réels 2011-2012)
Total des charges	667 695	631 138	985 929	36 557	(354 791)
Total des revenus	97 748	91 825	112 657	5 923	(20 832)
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	569 947	539 313	873 272	30 634	(333 959)
Situation financière nette du ministère	46 743	59 372	(5 304)	(12 629)	64 676

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et dans un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

* Nota : Les chiffres de 2011-2012 comprennent les dépenses et les revenus de Services partagés Canada précédant la date du décret.

Le coût de fonctionnement net, avant le financement et les transferts du gouvernement, s'élevait à 539,3 millions de dollars, en baisse de 333,9 millions de dollars, ou 38,2 %, par rapport à 873,2 millions de dollars en 2011-2012. Cette baisse est principalement attribuable à l'achèvement des activités de collecte du recensement. Mentionnons également une diminution de 30,6 millions de dollars, 5,4 %, des 569,9 millions de dollars prévus pour 2012-2013, au montant réel de 539,3 millions de dollars. L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles découle en partie de la mise en œuvre des changements annoncés dans le Budget 2012.

Section III : Renseignements supplémentaires

État condensé de la situation financière (non audité)
Au 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

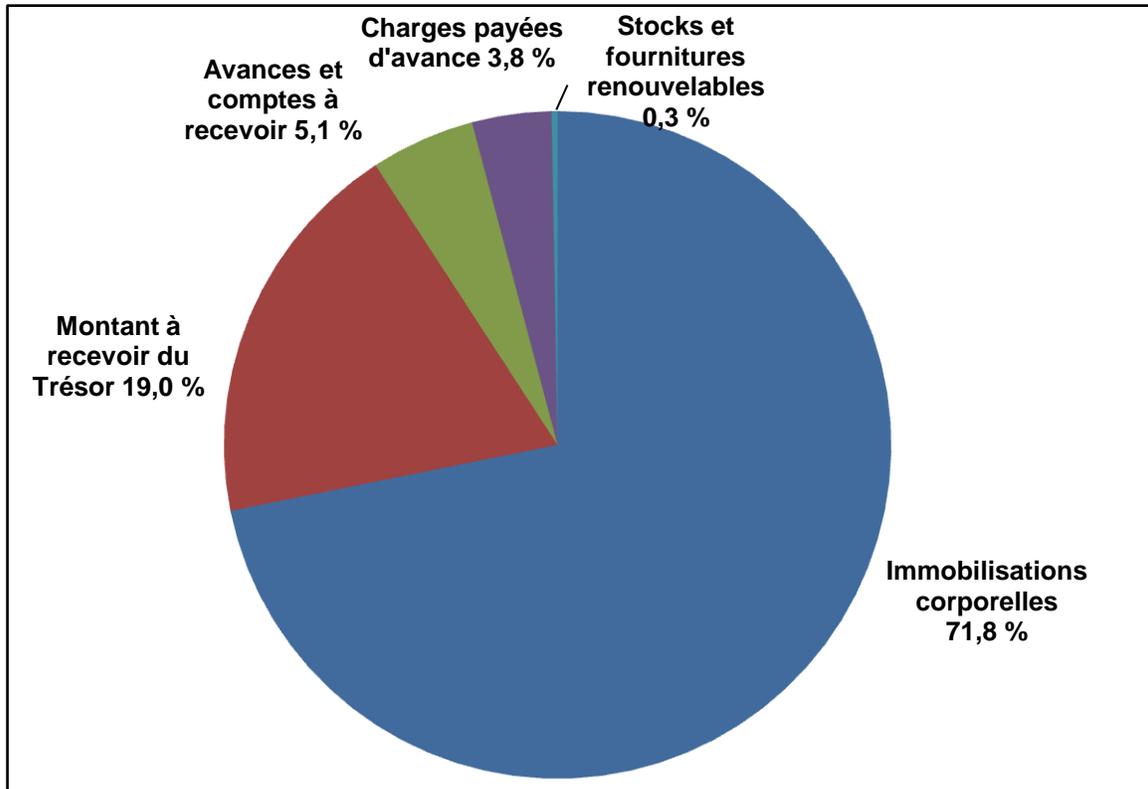
	2012-2013	2011-2012	Variation en dollars
Total des passifs nets	107 433	188 572	(81 139)
Total des actifs financiers nets	40 093	41 802	(1 709)
Dette nette du ministère	67 340	146 770	(79 430)
Total des actifs non financiers	126 712	141 466	(14 754)
Situation financière nette du ministère	59 372	(5 304)	64 676

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et dans un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

La situation financière nette de l'organisme s'élevait à 59,3 millions de dollars à la fin de 2012-2013, en hausse de 64,7 millions de dollars par rapport à -5,3 millions de dollars en 2011-2012. Cette augmentation est principalement attribuable à deux facteurs : la réduction du passif net découlant d'une baisse des charges à payer en conséquence des paiements pour le réaménagement des effectifs, 35,9 millions de dollars, ou 86,7 %; et la réduction des avantages sociaux futurs en conséquence de la liquidation des indemnités de départ dans le cadre de la signature des conventions collectives, 36,8 millions de dollars, 44,4 %.

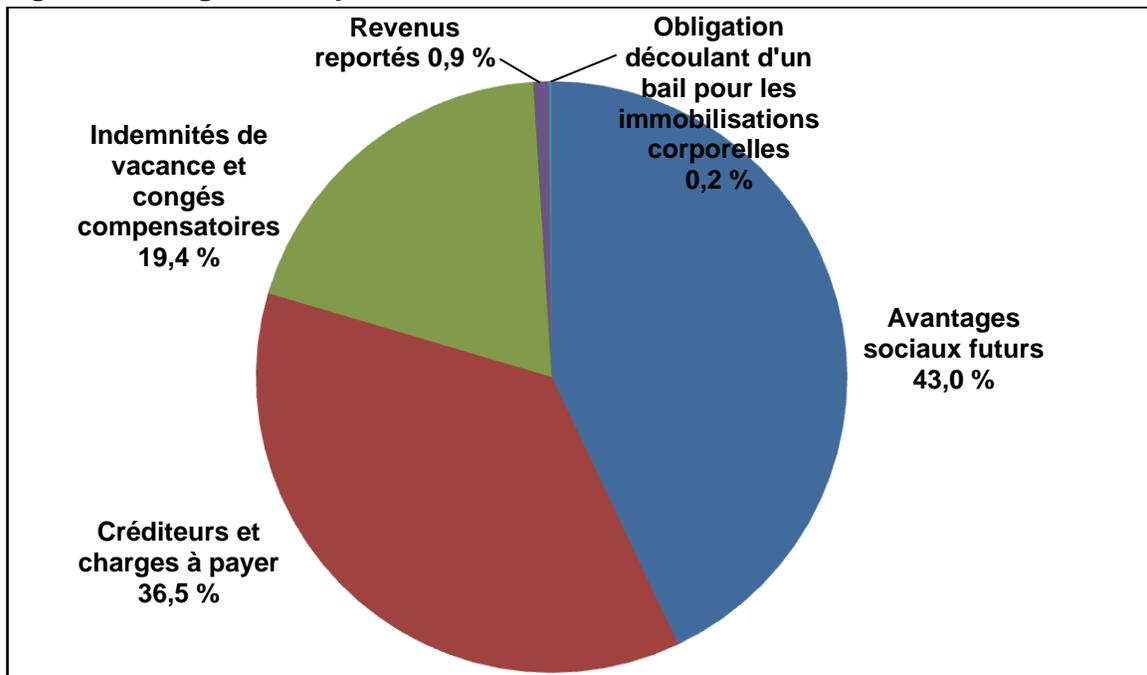
Graphiques des principales données financières

Figure 3 Catégories d'actifs



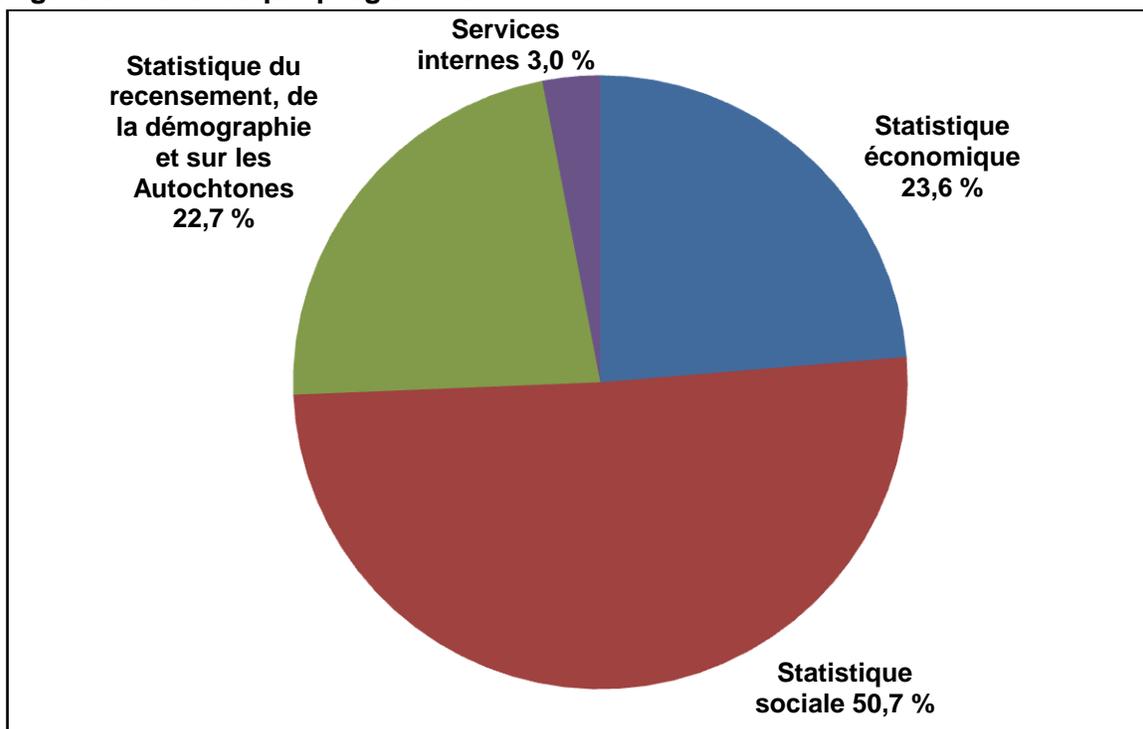
À la fin de 2012-2013, le total de l'actif s'établissait à 166,8 millions de dollars. Les immobilisations corporelles représentent la part la plus importante de l'actif, soit 119,8 millions de dollars, ou 71,8 %. Cette portion est composée de logiciels (73,5 millions de dollars), de logiciels en développement (31,3 millions de dollars), d'améliorations locatives (12,8 millions de dollars) et d'autres immobilisations (2,2 millions de dollars). La proportion restante se compose des montants à recevoir du Trésor, 31,7 millions de dollars, 19,0 %; des avances et comptes à recevoir, 8,4 millions de dollars, 5,1 %; des charges payées d'avance, 6,4 millions de dollars, 3,8 %; et des stocks et des fournitures renouvelables, 0,5 million de dollars, 0,3 %.

Figure 4 Catégories de passifs



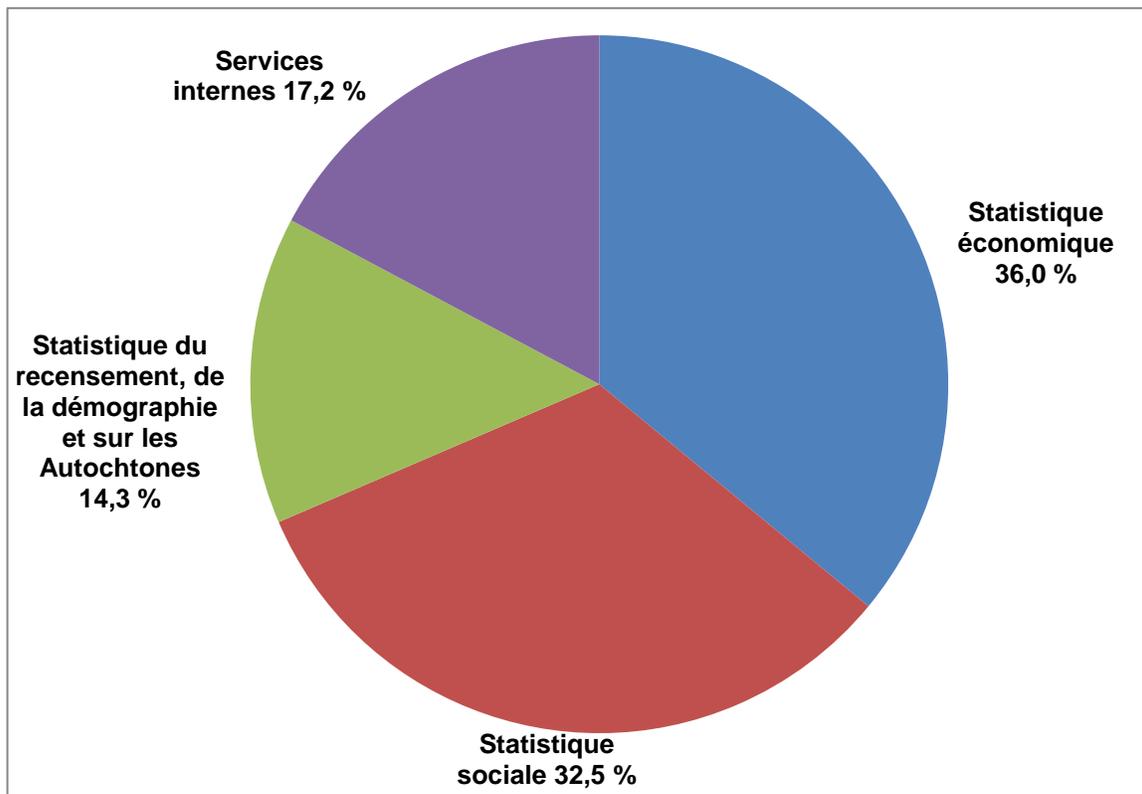
À la fin de 2012-2013, le total du passif s'établissait à 107,4 millions de dollars. Les avantages sociaux futurs représentaient la part la plus importante du passif, à 46,2 millions de dollars, ou 43,0 %. Venaient ensuite les comptes créditeurs et les charges à payer, à 39,3 millions de dollars, 36,5 %. Cette part du total comprend les comptes créditeurs — parties externes (12,9 millions de dollars); les comptes créditeurs — autres ministères et organismes fédéraux (11,9 millions de dollars); les retenues salariales impayées, 9,0 millions de dollars; et les charges à payer, 5,5 millions de dollars. Les indemnités de vacance et congés compensatoires représentent 20,9 millions de dollars, 19,4 %. La proportion restante se compose des revenus reportés et des obligations découlant d'un bail pour les immobilisations corporelles, à 1,0 million de dollars, 1,1 %.

Figure 5 Revenus par programme



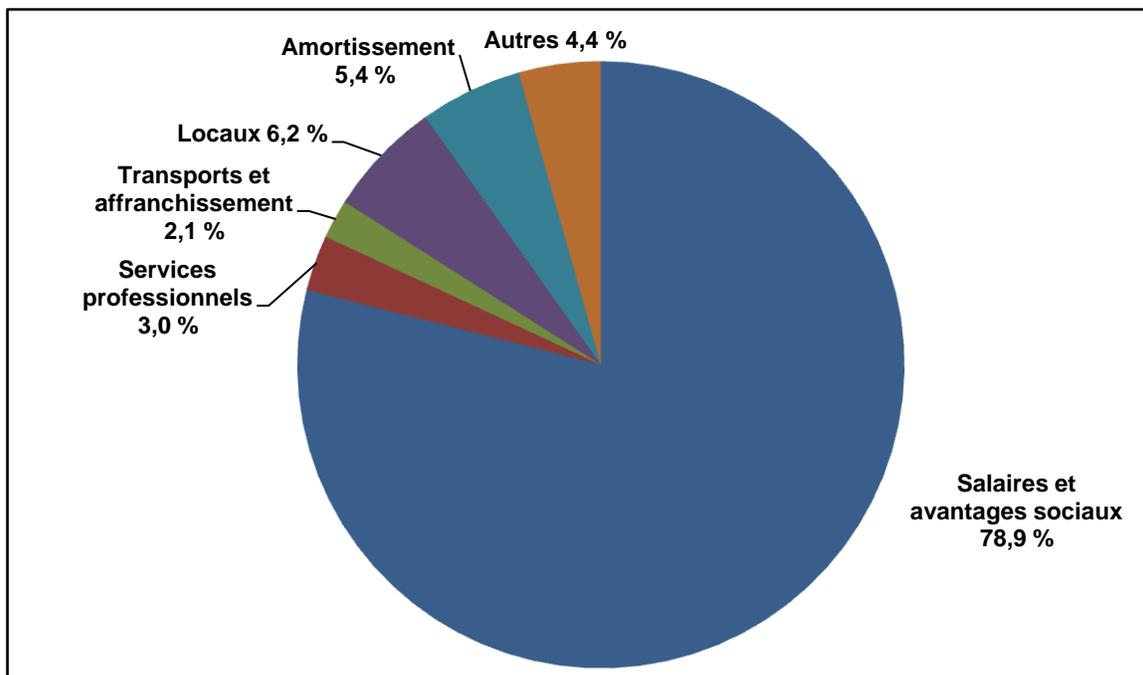
En 2012-2013, le total des revenus de Statistique Canada s'établissait à 91,8 millions de dollars. Le programme de la statistique sociale a généré 46,5 millions de dollars, ou 50,7 %; le programme de la statistique économique, 21,7 millions de dollars, 23,6 %; le programme de la statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones, 20,8 millions de dollars, 22,7 %; et les services internes, 2,8 millions de dollars, 3,0 %.

Figure 6 Dépenses brutes par programme



En 2012-2013, les dépenses totales, incluant le revenu disponible et les services fournis gratuitement par d'autres ministères ou organismes, se chiffraient à 631,1 millions de dollars. Le programme de la statistique économique a dépensé 227,1 millions de dollars, ou 36,0 %; le programme de la statistique sociale, 205,4 millions de dollars, 32,5 %; les services internes, 108,6 millions de dollars, 17,2 %; et le programme de la statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones, 90,0 millions de dollars, 14,3 %.

Figure 7 Catégories de dépenses brutes



Statistique Canada a dépensé 631,1 millions de dollars en 2012-2013. Les dépenses comprennent les salaires et les avantages sociaux, 498,3 millions de dollars, ou 78,9 %; les locaux, 38,9 millions de dollars, 6,2 %; l'amortissement, 34,4 millions de dollars, 5,4 %; les services professionnels, 18,7 millions de dollars, 3,0 %; les transports et l'affranchissement, 13,2 millions de dollars, 2,1 %; et les autres dépenses, 27,6 millions de dollars, 4,4 %.

États financiers

Les états financiers se trouvent à l'adresse <http://wwwstaging.statcan.gc.ca/about-aperçu/dpr-rmr/2012-2013/financ-fra.htm>.

Liste des tableaux de renseignements supplémentaires

Tous les tableaux électroniques de renseignements supplémentaires qui figurent dans le *Rapport ministériel sur le rendement 2012-2013* peuvent être consultés sur le site Web de Statistique Canada, à <http://www.statcan.gc.ca/about-aperçu/dpr-rmr/2012-2013/s03p02-fra.html>.

- Sources des revenus disponibles et des revenus non disponibles
- Frais d'utilisation et redevances réglementaires
- Frais externes
- Écologisation des opérations gouvernementales
- Réponse aux comités parlementaires et aux vérifications externes
- Vérifications internes
- Évaluations

Rapport — Dépenses fiscales et évaluation

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans son rapport intitulé *Dépenses fiscales et évaluations*.

Les mesures fiscales présentées dans le rapport *Dépenses fiscales et évaluations* relèvent de la seule responsabilité du ministre des Finances Canada.

Le rapport *Dépenses fiscales et évaluations* est offert sur le site Web des Finances Canada : <http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp>.

Coordonnées de l'organisme

Courriel

infostats@statcan.gc.ca

Téléphone

1-800-263-1136 ou 613-951-8116

Télécopieur

1-877-287-4369 ou 613-951-0581

ATS

1-800-363-7629

Adresse postale

Statistique Canada
150, promenade Tunney's Pasture
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Site Web : <http://www.statcan.gc.ca>

Définitions des indicateurs

Enquêtes-entreprises utilisant des données fiscales, administratives — nombre et variation en pourcentage : Les données fiscales, administratives désignent l'utilisation par Statistique Canada de données de l'Agence du revenu du Canada, ainsi que d'autres sources administratives, au lieu d'obtenir les données directement des répondants. Parfois appelée « remplacement des données d'enquête », cette méthode réduit le nombre de questionnaires envoyés aux répondants ainsi que le fardeau de réponse qui y est associé.

Indice du fardeau de réponse en nombre d'heures : Cette estimation se calcule annuellement en se basant sur la fréquence de chaque enquête, le temps moyen nécessaire pour remplir le questionnaire et le nombre de répondants interrogés. Divisé par le nombre estimé d'entreprises canadiennes, ce chiffre exprime le fardeau moyen par établissement. La moyenne est indexée, l'année 1991 étant l'année de référence correspondant à 100. Le Recensement quinquennal de l'agriculture est exclu du calcul.

Sous-dénombrement net pour le Recensement de la population de 2011 : Le nombre de personnes oubliées, moins le nombre de personnes dénombrées plus d'une fois. Après chaque recensement depuis celui de 1961, il y a une contre-vérification des dossiers (CVD) pour mesurer le sous-dénombrement de la population. La CVD estime le nombre de personnes omises lors du recensement. Cette estimation est combinée à celle de l'étude sur le surdénombrement au recensement, qui établit le nombre de personnes dénombrées plus d'une fois, aux fins du calcul du sous-dénombrement net. Pour le Recensement de l'agriculture, le sous-dénombrement au recensement pour le nombre de fermes est le nombre de fermes omises par le recensement, moins le nombre de fermes comptées plus d'une fois. De même, le sous-dénombrement net au recensement pour la superficie agricole totale représente la superficie agricole totale omise lors du recensement, moins la superficie agricole totale qui a été comptée plus d'une fois.

Nombre de dossiers administratifs utilisés pour réduire la taille de l'échantillon : L'utilisation par Statistique Canada des données de l'Agence du revenu du Canada et d'autres sources administratives au lieu d'obtenir les données directement des répondants. Cette façon de procéder, parfois appelée « remplacement des données d'enquête », réduit le nombre de questionnaires envoyés aux répondants ainsi que le fardeau de réponse qui y est associé.

Nombre de mentions dans les médias : Le nombre de fois où « Statistique Canada », « Statistics Canada » ou une variante de ce terme (comme « Stats Can ») paraît dans l'univers surveillé des médias. Les mentions multiples de Statistique Canada dans le même article comptent comme une seule mention. L'objectif est de 4 000 pour le programme 1, de 1 500 pour le programme 2 et de 1 500 pour le programme 3.

Nombre d'enquêtes qui utilisent la collecte électronique des données : « Électronique » désigne le Web; collecte électronique de données désigne la réception des données des répondants par des moyens électroniques tels que l'envoi de tableaux Excel par le truchement du Service de transfert électronique de fichiers. Les interviews sur place assistées par ordinateur et les interviews téléphoniques assistées par ordinateur sont exclues.

Nombre d'utilisateurs qui utilisent les médias sociaux de Statistique Canada : La somme du nombre de personnes qui suivent l'organisme sur Twitter (en anglais et en français), du nombre de personnes qui consultent sa page Facebook (en anglais et en français) et du nombre de personnes qui regardent ses vidéos sur YouTube (en anglais et en français).

Nombre d'utilisateurs qui commencent leur recherche sur le site Web même de Statistique Canada au lieu d'utiliser un lien externe vers le site Web de Statistique Canada : Le nombre de visiteurs qui arrivent sur le site par la voie d'un signet, d'un lien intégré à un courriel ou de la saisie au clavier d'une adresse URL (visites directes).

Nombre de visites de CANSIM : Le nombre de fois que la base de données CANSIM a été consultée à partir du site Web de Statistique Canada. Pour déterminer le nombre de visites par programme, les données sur les visites de pages du logiciel Webtrends Analytics ont été extraites et appariées avec les programmes. Une proportion générale a été calculée pour chaque programme; le nombre total de visites de la base de données CANSIM a alors été divisé par ces proportions pour produire le nombre définitif. (Les visites sont

Section IV : Autres points d'intérêt

basées sur l'adresse IP du visiteur; une série de pages consultées, en 30 minutes, compte comme une visite. Les données excluent les employés de Statistique Canada au travail, les robots détectés, les inforobots de recherche Web et les services de recherche. Une visite de page est comptée chaque fois qu'un tableau est consulté pour la première fois lors d'une visite; si un visiteur a consulté le même tableau à plusieurs reprises pendant une visite, ou s'il a apporté des modifications à un tableau, ce dernier est dénombré une seule fois.)

Nombre de visites du site Web de Statistique Canada : Le nombre de fois qu'une tâche est commencée sur le site Web de Statistique Canada. Ce nombre est obtenu du logiciel Webtrends Analytics et est basé sur l'adresse IP du visiteur (une série de pages consultées en 30 minutes compte comme une visite). Exclusions : employés de Statistique Canada au travail, robots détectés, inforobots de recherche Web et services de recherche.

Pourcentage des produits statistiques corrigés après leur diffusion : La proportion des données parues pour laquelle un produit statistique doit être corrigé après leur publication dans *Le Quotidien*. Les corrections des fautes telles que les liens incorrects, les personnes-ressources erronées, le format ou la grammaire sont exclus.

Pourcentage des principaux indicateurs économiques diffusés comme prévu : Chaque année, Statistique Canada publie sur son site Web les dates prévues de diffusion des principaux indicateurs économiques pour l'année à venir. Ces données et leur date de diffusion sont accessibles au <http://www.statcan.gc.ca/release-diffusion/index-fra.htm>.

Pourcentage des principaux indicateurs économiques dont l'exactitude de l'échantillonnage correspond aux objectifs fixés : Plusieurs indicateurs sont fondés sur un échantillonnage statistique. L'échantillonnage est un moyen important d'atteindre des résultats à jour et peu coûteux. En même temps, les estimations fondées sur un échantillonnage peuvent varier d'un échantillon à l'autre et différer des estimations issues d'un recensement complet. Chaque enquête a ses objectifs d'exactitude de l'échantillonnage.

Pourcentage de projets réalisés conformément à leur portée, à leur calendrier et à leur budget : Ce chiffre doit être comptabilisé par le Bureau de gestion des projets de l'organisme.

Pourcentage des utilisateurs qui ont obtenu ce dont ils avaient besoin : Ce renseignement doit provenir de l'enquête postérieure au contact du Centre de contact national.

Périodicité et actualité (comparabilité internationale) : Il s'agit de continuer de répondre à la Norme spéciale de diffusion des données établie par le Fonds monétaire international pour des données telles que les comptes nationaux, la balance des paiements, l'Indice des prix à la consommation, le commerce international et l'emploi et les salaires.

Cote attribuée aux composantes de gestion selon la définition du Cadre de responsabilisation de gestion : Cette évaluation des ministères et organismes menée par le Secrétariat du Conseil du Trésor mesure 21 composantes de gestion. Cette évaluation indépendante est un indicateur de l'efficacité des pratiques modernes de gestion d'un organisme.